

Chaque fois que j'ai le mot florilège à la bouche, j'ai une petite pensée pour mon ami Michel qui m'a tout appris des racines du journalisme. C'est lui qui a vu naître cette édition ainsi, alors que j'étais à ma place. Un bref passage au journal... mais voilà déjà des années que la COVID l'a emporté. Revenons à cette édition de cette année écoulée. Après avoir vécu des moments extraordinaires avec la reconnaissance de nos pairs, le doute et les difficultés se sont installés. L'annonce d'une mort annoncée. Après le départ d'une grande journaliste, il n'a pas été simple de se projeter vers l'avenir. Et pourtant, Christine Audet-Michaud, notre seule et unique journaliste encore présente, a su relever le défi en relançant les manuscrits, se redonnant du courage et de l'envie de travailler à effectuer rapidement nos mois de collaboration. Merci! Nos collaborateurs ont eu le plaisir de ne pas quitter le navire. Etienne Blaché, professeur de lettres, est toujours disponible pour offrir une pause intellectuelle et la réflexion. Julie Fildes, médecin de son savoir médical. Et finalement, Kaylie Wurangwa, auteure de nos éditions. Finalement, nous sommes en partenariat avec le Centre Nord, n'a pas hésité à se lancer et à nous partager ses pensées et ses souvenirs. Notre équipe rédactionnelle reçoit régulièrement le matériel de Veronique, nos photos et vidéos, de Aidan Martin. Des personnes qui portent haut et fort leur francophonie en milieu minoritaire et trouvent, malgré leur emploi très chargé, le temps de nous informer. Merci! En prime aussi pour remercier celles et ceux qui, parfois, partagent leurs avis, leurs histoires, leurs idées et leurs expériences. Votre plume nourrit aussi la francophonie minoritaire. Continuez! Finalement, ces derniers mois, vous avez sans aucun doute fait connaissance avec le talent de Melki, notre caricaturiste. Avec notre précieux maquettiste de presse, ils sont sans aucun doute l'âme du journal. Merci! Et si aujourd'hui *Le Franco* est aussi un média écrit agréable à lire, sur lequel on ne trébuche pas à chaque mot, c'est l'œuvre de tous et de notre réviseuse, Isabelle. Merci! Les enjeux politiques et économiques du journal ne sont pas de mon ressort, mais je tiens aussi à remercier celles et ceux qui, tout au long du chemin, nous ont accompagnés. Grâce à cette union, la lumière est aujourd'hui au bout du tunnel et cette édition florilège ne sera pas la dernière! Je vous laisse donc tout simplement, découvrir ou redécouvrir les textes qui ont été choisis cette année. Bonne lecture!



HISTOIRE
UN AN DÉJÀ
LE PAPE
FRANÇOIS ÉTAIT
À EDMONTON

► 2-3



POLITIQUE
11 OCTOBRE 2023
L'AUTONOMIE EST
EN MARCHÉ

► 8



VIE COMMUNAUTAIRE
L'ÈRE POST-COVID
DE TOUS LES
RISQUES

► 10



ÉCONOMIE
ENTREPRENEURIAT
FIEZ-VOUS À VOTRE
INTUITION!

► 12



PORTRAIT
PHOTOGRAPHIE
UNE FEMME AUX
MILLE VISAGES

► 16



ART ET CULTURE
CHRONIQUE
VIVRE LA MUSIQUE
COUNTRY

► 20

MOT DE LA DIRECTION C'EST LE TEMPS DU



Florilège :
Recueil de textes
littéraires choisis

Chaque fois que j'ai le mot florilège à la bouche, j'ai une petite pensée pour mon ami Michel, celui qui m'a tout appris des rouages du journalisme. C'est lui qui avait désigné cette édition ainsi, alors qu'il était à ma place. Un bref passage au journal... mais voilà déjà deux ans que la COVID l'a emporté.

Cette année encore, notre édition florilège vous propose une relecture des meilleurs contenus publiés par *Le Franco* dans les derniers mois. Chacune des personnes derrière ce journal a pris le temps de fouiller dans nos archives récentes pour vous inviter, chacun avec ses propres raisons, à replonger dans l'un de ces articles de qualité.

Revenons à cette édition, à cette année écoulée. Après avoir vécu des moments extraordinaires avec la reconnaissance de nos pairs, le doute et les difficultés se sont installés. Chronique d'une mort annoncée...

Après le départ d'une grande partie de l'équipe, il n'a pas été simple de se projeter vers l'avenir. Et pourtant, Gabrielle Audet-Michaud, notre seule et unique journaliste encore présente, a su assurer la relève, se retroussant les manches sans rechigner sur la charge de travail à effectuer après seulement quelques mois de collaboration avec le journal. Merci!

Nos chroniqueur.euse.s n'ont pas quitté le navire, au contraire...

Étienne Haché, professeur de lettres, est toujours disponible pour nous offrir une pause intemporelle vers la réflexion. Julie Hildebrand nous illumine de son savoir médical. Et finalement, Kaylie Murangwa, après avoir brillé lors de nos éditions Plumes jeunesse en partenariat avec le Conseil scolaire Centre-Nord, n'a pas hésité à se lancer et à nous partager ses ressentis, ses pensées et ses souvenirs. Merci!

Notre équipe rédactionnelle reçoit aussi régulièrement le soutien inestimable de Véronique Vincent et, depuis peu, de Aidan Macpherson. Deux jeunes qui portent haut et fort leur francophonie en milieu minoritaire et trouvent, malgré

leur emploi du temps très chargé, le temps de nous informer. Merci!

J'en profite aussi pour remercier celles et ceux qui, parfois, partagent leurs avis, leurs histoires, leurs idées et leurs expériences. Votre plume nourrit aussi la francophonie minoritaire. Continuez!

Finalement, ces derniers mois, vous avez sans aucun doute fait connaissance avec le talent de Melki, notre caricaturiste. Avec Andoni, notre précieux maquettiste de presse, ils sont sans aucun doute l'âme artistique du journal. Merci!

Et si aujourd'hui *Le Franco* est aussi un média écrit agréable à lire, sur lequel

on ne trébuche pas à chaque mot, c'est l'œuvre de tous et de notre réviseuse, Isabelle. Merci!

Les enjeux politiques et économiques du journal ne sont pas de mon ressort, mais je tiens aussi à remercier celles et ceux qui, tout au long du chemin, nous ont accompagnés. Grâce à cette union, la lumière est aujourd'hui au bout du tunnel et cette édition florilège ne sera pas la dernière!

Je vous laisse donc, tout simplement, découvrir ou redécouvrir les textes qui ont été choisis cette année. ▲

BONNE LECTURE!
ARNAUD BARBET



LA UNE EXPLIQUÉE PAR ANDONI ALDASORO

Il est compliqué de «mettre» beaucoup de dessins en première page d'un journal local, compliqué et parfois inutile. La plupart du temps parce que les sujets traités dans une publication de cette nature ne l'exigent pas.

Il y a néanmoins quelques exceptions : l'édition de Noël, d'autres consacrées à des sujets légers comme le voyage et les vacances. Lorsque le thème le permet, il est important d'en tirer parti.

La couverture du *Franco* que j'ai préférée l'année dernière est sans aucun doute celle élaborée récemment pour l'édition spéciale sur le tourisme.

Arnaud, notre rédacteur en chef, inspiré comme presque toujours, a inclus la photo d'une locomotive à vapeur dans le dossier et je n'ai pas pu m'empêcher d'y ajouter un effet d'illustration, quelques textures en demi-teinte et des couleurs en surbrillance. D'enlever ceci, d'ajouter plus de cela, et voilà! Une très belle couverture.

Créer des designs comme celui-ci me rappelle que j'ai beaucoup de chance de pouvoir faire ce que j'aime. Merci *Le Franco*, merci Arnaud et surtout merci à ma mère, Guille, qui m'a permis d'étudier ce que j'ai tant désiré. ▲



Sous le crayon de Melki





CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

VIVE LE FRANCO!

« LA VISIBILITÉ ET LA TANGIBILITÉ DU JOURNAL SONT UN BESOIN RÉCIPROQUE DANS LA MESURE OÙ L'ESSOR DE LA COMMUNAUTÉ FRANCO-ALBERTAINE EN DÉPEND. »

Étienne Haché

« À L'HEURE OÙ TOUT PARAÎT SE JOUER SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, NOUVEAU LIEU DES PROPHÉTIES, DE LA NOUVELLE IGNORANCE, DU JOURNALISME AMATEUR ET DES FAUSSES NOUVELLES, L'ANNONCE DU RETOUR EN FORCE DU JOURNAL LE FRANCO À L'ÉDITION PAPIER EST INCONTES- TABLEMENT LA PLUS GRANDE, SINON L'UNE DES MEILLEURES NOUVELLES DE L'ANNÉE 2023 EN ALBERTA ET AU SEIN DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE HORS QUÉBEC. »

Étienne Haché

GLOSSAIRE

CONFORMISME

Comportement et prise de décision adaptés à la norme dictée par l'ensemble

Étienne Haché est philosophe et professeur de Lettres / Philosophie.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

P our cette édition 2023 de *Florilège*, j'ai choisi de disserter sur *Le Franco* : notre journal, le vôtre, celui auquel je collabore depuis plus de deux ans; avec tous mes collègues de la rédaction qui déploient une énergie quotidienne incommensurable : je pense à Gabrielle, à notre jeune recrue Kaylie, ainsi qu'à Julie, Melki, Andoni, Isabelle, Arnaud, notre rédacteur en chef, et toutes celles et tous ceux que j'oublie sans doute.

Il y a tant de choses à dire au sujet de ce petit bijou local et communautaire. Je dis «petit» alors que ce journal est grand en réalité. Il est à la hauteur des attentes du public franco-albertain et au-delà, de la francophonie canadienne. Donc, mis à part le lecteur, pas de compte à rendre pour assurer sa continuité. C'est l'essence même d'un journal. Il ne lui manque que du financement, problématique qui ne doit pas, par ailleurs, être l'objet d'un chantage éditorial.

UN JOURNAL D'EXCEPTION

Le Franco est non seulement fait de nouvelles et d'événements originaux, mais il est constitué d'histoires réfléchies. Plus que réfléchi, le journal possède une composante philosophique. Je sais que ce terme peut être un repoussoir. Mais si j'entends par là davantage qu'un mouvement de pensée — que, par ailleurs, au nom de la liberté d'expression et du pluralisme, un journal se doit de soutenir —, cela changerait-il quelque chose? En effet, dans *Le Franco*, il est également question de culture, d'art, d'économie, d'environnement, de politique, de géopolitique, bref, de notre condition humaine s'exprimant entre l'idéal et le réel.

Au cours de son histoire et tout particulièrement lors de la dernière année, *Le Franco* a traversé des misères. Mais il n'est pas mort. Déjà avec son ancien directeur, Simon-Pierre Poulin, dont je salue la contribution au passage, il a fait peau neuve. Progressivement, par son mode de présentation, le journal est devenu tout à fait exceptionnel au sein de la francophonie canadienne. Ainsi, le retour prochainement au format papier permettra au lecteur, je l'espère, de contribuer plus fortement à la survivance du journal. La visibilité et la tangibilité du journal sont un besoin réciproque dans la mesure où l'essor de la communauté franco-albertaine en dépend.

UNE INSTITUTION OUVERTE SUR LE MONDE

Plus généralement, un journal, c'est une institution à laquelle nous nous référons, et ce, même davantage qu'à nos institutions politiques courantes. C'est une institution d'opinions publiques qui nous représente, qui traduit en pensée et en actes ce que nous sommes. Autant dire qu'un journal est l'instrument communautaire par excellence par lequel nous nous reflétons et projetons. Le journal, en l'occurrence *Le Franco*, est à ce titre une composante culturelle d'expression identitaire incontournable. Impossible de sous-estimer la dimension existentielle du journal dans la vie d'un peuple, d'une communauté soucieuse de préserver sa langue, son histoire et ses valeurs.

Il n'aura échappé à personne qu'un journal a aussi besoin d'un contenu afin de répondre à tous ces besoins. Outre le fait qu'il permet de développer un sentiment d'appartenance, il n'est pas interdit cependant de faire preuve d'audace, d'inventivité et de créativité. Bien au contraire. Comme je l'ai souligné auparavant, les efforts déployés ces derniers mois offrent un excellent aperçu de ce que doit être *Le Franco* : représentatif des quatre coins de l'Alberta; mettant en évidence une relève extrêmement dynamique, Kaylie en est la preuve; qui plus est transculturel — regroupant des identités de langue française du Québec, de l'Ontario, de l'Acadie, du continent africain, de l'Europe au sein de la sphère franco-albertaine; couvrant une variété de sujets; soucieux du



↑ Crédit : Pxhere.com

respect du lecteur jusqu'à la dernière ligne; et surtout faisant preuve d'un esprit critique dans un univers mondialisé, mais qui tend malheureusement de plus en plus à se refermer sur lui-même, avec pour seule logique la pensée unique.

LE COMBAT POLITIQUE

Le Franco est tout cela à la fois... Une institution d'opinions publiques, certes, mais par-dessus tout, par-delà son caractère communautaire, il est aussi une institution politique qui épouse les revendications et les ambitions de la sphère franco-albertaine. On a pu apprécier son rôle de premier plan notamment dans le dossier concernant l'avenir du Campus Saint-Jean, ainsi qu'au sujet du projet de réforme des langues officielles ou encore dans celui du nouveau curriculum proposé par le ministère de l'Éducation de l'Alberta dans l'enseignement primaire. Autant qu'il me soit permis d'en juger, *L'Acadie Nouvelle* ou encore *Le Courrier de la Nouvelle-Écosse*, *Le Droit*, *La Liberté*, *L'Express de Toronto*, tous ces journaux locaux francophones hors Québec mènent un combat similaire, animé par un militantisme politique bien raisonné.

Ainsi, plutôt que de s'en offusquer, d'y voir de la partisanerie, des conflits d'intérêts, arrêtons de rechercher le diable dans les détails et saluons plutôt ce privilège d'avoir à portée de main un média écrit tel que *Le Franco* pour la défense de nos droits et libertés. Ce réalisme est d'autant plus valable que la globalisation et l'homogénéisation ont pénétré jusqu'aux pensées. De nos jours, les grands journaux font partie d'un vaste conglomerat souvent dirigé par un seul homme, capable de nommer à la tête d'un journal un idéologue avec des convictions personnelles situées à mille lieues de l'intérêt général; un homme dont nous ne suspectons pas suffisamment malheureusement les intentions les plus diaboliques et la tentation de céder à des orientations politiques extrêmes.

LE MEILLEUR DES MONDES

À l'heure où tout paraît se jouer sur les réseaux sociaux, nouveau lieu des prophéties, de la nouvelle ignorance, du journalisme amateur et des fausses nouvelles, l'annonce du retour en force du journal *Le Franco* à l'édition papier est incontestablement la plus grande, sinon l'une des meilleures nouvelles de l'année 2023 en Alberta et au sein de la francophonie canadienne hors Québec. Une bonne nouvelle, originale, réfléchie,

philosophique. C'était aussi sans doute la meilleure réponse aux rumeurs propagées ici et là de la mort du journal.

En réalité, le retour au format papier est le choix le plus inactuel qu'ait pu faire l'équipe du journal et le comité chargé de relancer l'institution vieille de plus d'un siècle, avec à sa tête, un ancien dignitaire et directeur du journal pendant quelques années, Étienne Alary. Un choix inactuel au regard de l'étourderie ambiante... Mais en réalité plus actuel que jamais. C'était l'unique option si nous souhaitions éviter le **conformisme** et l'effet de mode consistant à tout balancer sur un site Internet... On a maintenant la certitude que dans l'Ouest on réfléchit et qu'on ne se contente pas de demi-mesures. On pourra ainsi nous regarder et apprécier notre sortie de crise comme des individus émancipés et capables de prendre les bonnes décisions; capables d'agir sans perdre de vue l'intérêt premier du journal, à savoir : informer la communauté, nourrir la réflexion, développer l'esprit critique.

PROJETS D'AVENIR...

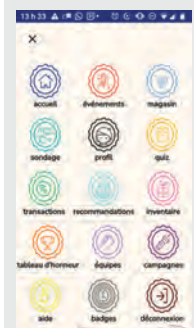
J'ai parlé de l'importance des contenus susceptibles de faire du *Franco* un journal de qualité et, pourquoi pas, un exemple que d'autres journaux régionaux pourraient suivre. Mis à part le format qui est une réussite et qui permet au journal de se distinguer, il ne m'appartient pas de spécifier le type de contenu du journal et je n'ai pas l'ambition non plus de proposer une grille de lecture normative. Mon rôle est celui d'un chroniqueur. Je ne peux donc parler que pour ma chapelle.

Or, à ce titre, j'aimerais vous faire part de quelques projets en cours. Ma prochaine chronique va poursuivre une réflexion sur les limites de la pensée rationnelle. Ce qui me semble être en parfaite adéquation avec cet amour du bien commun que représente *Le Franco*. Un autre dossier auquel j'attache beaucoup d'importance, c'est la pauvreté. Une chronique en deux parties ferait l'affaire. Nous voilà ainsi rendus fin septembre début octobre. Outre certains sujets d'actualité auxquels la rédaction pourrait me demander de m'ajuster, j'aimerais aussi proposer une réflexion originale, dépourvue d'effets de mode, sur la condition autochtone. Voilà un avant-goût de quelques-unes de mes chroniques jusqu'en décembre 2023.

D'ici là, bonne rentrée à tous et longue vie à notre journal! ▲



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!



• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsrn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 10 août au 6 septembre **dxclm1tro**



LE CHOIX DE ARNAUD BARBET, RÉDACTEUR EN CHEF

Un an déjà! À l'époque, tous les membres de l'équipe du journal étaient en vacances, tous sauf Vienna qui débutait depuis quelques semaines sa collaboration. Elle avait décidé de suivre la venue du pape François, alors qu'elle n'avait aucune expérience en journalisme. Secondée par Mélanie Tremblay, la rédactrice en chef de Réseau. Presse, elle a su relater avec justesse ces trois longues journées. Un souvenir certainement mémorable...

(Article paru le 18 août 2022)



↑ (De gauche à droite) Le premier ministre Justin Trudeau, le pape François et la gouverneure générale Mary Simon lors de la cérémonie d'accueil. Photo : Vienna Doell

UNE VISITE PAPALE AXÉE SUR LE PARDON, LA GUÉRISON ET LA RÉCONCILIATION

Le pape François vient de conclure une visite de trois jours à Edmonton où il a entrepris son «pèlerinage pénitentiel» qui se terminera à Iqaluit vendredi. Même si le Vatican a réussi à organiser sa visite en un temps record, les membres des Premières Nations l'ont attendu pendant plusieurs années.

Dès son arrivée en sol canadien, le pape a été accueilli par une cérémonie officielle très **sobre** où les médias étaient presque plus nombreux que les invités d'honneur.

Après avoir salué les leaders autochtones, la gouverneure générale Mary Simon et le premier ministre Justin Trudeau, quatre musiciens autochtones de la Première Nation Sioux Alexis Nakota ont entonné un chant d'honneur officiel au son des tambours.

Le pape a ensuite passé plusieurs minutes à parler et échanger des cadeaux avec une délégation de représentants autochtones, dont des chefs de Premières Nations, des survivants des pensionnats et des dirigeants de diverses organisations autochtones et religieuses.

SON PREMIER DISCOURS PUBLIC

Le pape s'est adressé au public pour la première fois le 25 juillet après s'être recueilli pendant plusieurs minutes au cimetière Ermineskin, à Maskwacis, situé devant un ancien pensionnat, où se trouvent des tombes marquées et des tombes anonymes d'anciens pensionnaires. Le souverain pontife s'est ensuite dirigé en fauteuil roulant vers l'amphithéâtre où il s'est adressé à des milliers de membres des Premières Nations qui s'étaient déplacés pour l'entendre.

Dans l'attente de son arrivée, l'ambiance était joyeuse entre les membres des Premières Nations qui prenaient des photos et partageaient nourriture et couvertures pendant cette journée froide. De nombreuses personnes étaient venues de loin pour rencontrer le pape et étaient prêtes à partager leurs histoires.

«Je cherche la guérison pour tous les survivants», a confié Irene Natress qui a fait le voyage avec sa sœur, Joanne Jones. Toutes deux sont des survivantes de la Gordon's Indian Residential School, en Saskatchewan, qui a reçu des enfants entre 1888 à 1996. «Dix de nos frères et sœurs ont été enlevés. Je suis assez émue en en parlant de cela», ajoute Joanne avec émotion.



«DIX DE NOS FRÈRES ET SŒURS ONT ÉTÉ ENLEVÉS. JE SUIS ASSEZ ÉMUE EN EN PARLANT DE CELA.»
Joanne Jones

«CERTAINES PERSONNES DISENT, ET JE SUIS D'ACCORD AVEC EUX, QU'IL POURRAIT Y AVOIR PLUS. JE VEUX VOIR PLUS D'ACTIONS.»
Kenina Wood

GLOSSAIRE

SOBRE
Empreint de simplicité, de frugalité



VIENNA DOELL
JOURNALISTE



↑ Le bébé Mateo Meyers reçoit la bénédiction du pape François. Photo : Vienna Doell



↑ (De gauche à droite) Eliza Manoose, Irène Natress et Joanne Jones au parc Maskwa. Photo : Vienna Doell

EXCUSES ATTENDUES POUR CERTAINS, RÉCONCILIATION INACHEVÉE POUR D'AUTRES

C'est dans sa langue maternelle, l'espagnol, que le pape s'est adressé à la foule et a enfin présenté ses excuses «pour la manière dont de nombreux membres de l'Église et des communautés religieuses ont coopéré, même à travers l'indifférence, à ces projets de destruction culturelle et d'assimilation forcée des gouvernements de l'époque, qui ont abouti au système des écoles résidentielles».

La foule a chaudement applaudi et crié au moment où ces mots ont été prononcés dans l'amphithéâtre de Maskwacis. L'ambiance était chargée en émotions alors que des odeurs de sauge, de foin et de tabac circulaient dans l'air.

Les réactions étaient beaucoup plus contenues lors des rencontres avec les peuples autochtones à l'Église du

Sacré-Cœur d'Edmonton et à la célébration de la liturgie au lac Sainte-Anne qui se sont déroulées par la suite alors que beaucoup de gens présents sont restés assis en silence pendant son discours.

Kenina Wood n'a pas accepté les excuses du pape. «Certaines personnes disent, et je suis d'accord avec eux, qu'il pourrait y avoir plus. Je veux voir plus d'actions.» Originaire de la première nation St. Theresa Point au Manitoba, Kenina Wood a fait le voyage jusqu'au lac Sainte-Anne en tant que survivante de deuxième génération des écoles résidentielles. «Je suis venue pour la mémoire et l'honneur de mon père Darius Mason», a-t-elle indiqué.

Lors de la grande messe en plein air au stade du Commonwealth, le pape a évoqué à plusieurs reprises le «trésor» des aînés et la manière dont ils ont contribué à façonner ce que sont les fidèles, en les aidant à grandir dans l'amour et la foi.

«Ils nous ont conféré quelque chose qui ne pourra jamais nous être enlevé et qui, en même temps, nous permet d'être uniques, originaux et libres», a-t-il déclaré. Des paroles qui ont été accueillies avec émotion par les quelque 50 000 personnes présentes.

La tournée canadienne du pape, qui se déroule sous le thème «Marcher ensemble», se poursuit à Québec le 28 juillet pour se conclure à Iqaluit le vendredi 29 juillet où il rencontrera d'anciens élèves de pensionnats autochtones et des membres de la communauté inuite. ▲



LE CHOIX DE
GABRIELLE AUDET-MICHAUD,
JOURNALISTE

Les politiques colonialistes du gouvernement canadien et de l'Église catholique ont eu un impact dévastateur sur les structures sociales et familiales des peuples autochtones. L'établissement des pensionnats autochtones et l'imposition du système patriarcal en sont des exemples clairs. En conséquence, les femmes autochtones ont été dévalorisées et largement écartées des sphères décisionnelles. Cette marginalisation persiste encore aujourd'hui. Le savoir des aînées, lui, a été dénigré et la transmission intergénérationnelle quasi interrompue. Des langues se sont éteintes. Des cultures ont été affaiblies. En ce sens, les réflexions du pape François sur le rôle des grands-parents et de sainte Anne n'ont rien d'anodin. Cette analyse présentée par mon ancienne collègue Vienna Doell nous invite à réfléchir plus en profondeur sur le processus de guérison en cours et sur la nécessité de reconnaître la sagesse des aînés et l'importance du rôle des femmes pour y parvenir.

(Article paru le 18 août 2022)



Le pape François au lac Sainte-Anne, entouré par son seguito presque uniquement masculin. Crédit : Vienna Doell

« JE PENSE QUE C'EST UN CHOIX DÉLIBÉRÉ DU PAPE DE SE CONCENTRER SUR CES RELATIONS FAMILIALES QUI GUÉRISSENT. »
Emma Anderson

« AU CANADA, L'ENCULTURATION MATERNELLE PASSE PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SAINTE ANNE, LAQUELLE A SU COMBINER LA BEAUTÉ DES TRADITIONS ET DE LA FOI AUTOCHTONE, TOUT EN LES FAÇONNANT AVEC LA SAGESSE D'UNE GRAND-MÈRE, QUI EST DEUX FOIS MÈRE. »
Emma Anderson

POURQUOI LE PAPE FRANÇOIS A-T-IL CHOISI DE VISITER LAC SAINTE-ANNE EN ALBERTA?

Le mois dernier le pape François s'est rendu en Alberta pour présenter ses excuses aux survivant-es des pensionnats autochtones. Or, ce n'est pas le seul message qu'il a lancé en sol canadien. Entre le lac Sainte-Anne, en Alberta, et la cathédrale Sainte-Anne-de-Beaupré, au Québec, il y avait bien un thème récurrent. Décryptage.

PROVINCIAL

HISTOIRE

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

LE PAPE A DÛ PARLER DE L'IMPORTANCE DES FEMMES AUTOCHTONES DANS LEUR CULTURE ET LEUR SOCIÉTÉ, MAIS AUSSI DANS L'ÉGLISE.»
Emma Anderson



VIENNA DOELL
JOURNALISTE

Mardi 26 juillet, près de 40 000 personnes sont réunies au stade Commonwealth pour écouter les mots du Saint-Père. Ce jour-là, dans son discours, il fait l'éloge du rôle des grands-parents. «Grâce à nos grands-parents, nous avons reçu une caresse de l'histoire qui nous a précédés : nous avons appris que la bonté, l'amour tendre et la sagesse sont les solides racines de l'humanité», prêche le souverain pontif.

Ce discours n'a rien d'anodin pour Emma Anderson. Professeure en études anciennes et en sciences des religions à l'Université d'Ottawa, elle est spécialiste des rencontres entre les autochtones et la chrétienté, en particulier le catholicisme romain.

«Je pense que c'est un choix délibéré du pape de se concentrer sur ces relations familiales qui guérissent», analyse la professeure Anderson. «Après 1920, l'Église et l'État ont fait en sorte qu'il soit illégal pour les autochtones d'élever leurs propres enfants», une arrogance déconcertante d'un pouvoir colonial «qui pensait mieux élever les enfants que leurs propres parents et grands-parents».

«Les écoles résidentielles ont eu de terribles retombées, mais l'une des plus graves est le dommage sur le tissu familial», croit l'experte. On parle de conséquence «notamment sur la transmission intergénérationnelle de la langue, de la culture, de la spiritualité et le sentiment



Emma Anderson, professeure des études anciennes et sciences des religions à l'Université d'Ottawa. Crédit : Courtoisie

d'être proche et d'apprendre directement de personnes pleines de **sagesse** ».

Alors que le pape fait référence, pour la première fois, à sainte Anne, la grand-mère de Jésus, alors qu'il aborde l'importance de «parler à nos aînés et de prendre le temps de les écouter», il reconnaît implicitement les dommages causés par l'Église aux structures familiales autochtones. En ce sens, Emma Anderson maintient que «c'est la visite papale la plus importante au Canada».

LA FEMME EST L'ÉGLISE

«Sainte Anne semble avoir été l'une des saintes catholiques qui a le mieux traduit la culture autochtone parce qu'elle est une aînée», explique avec enthousiasme Emma. Contrairement à plusieurs icônes féminines dans le catholicisme, sainte Anne n'était pas jeune.

Là encore, rien d'anodin. Le pape François a centré son voyage au Canada autour du jour de la fête de sainte Anne, célébrée le 26 juillet. Pour l'occasion, il visitait Lac Sainte-Anne, en Alberta. Deux

Plus d'information :

- L'événement historique national du système des pensionnats autochtones : t.ly/c704
- La voie fédérale concernant les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées : t.ly/x4ZY



GLOSSAIRE

SAGESSE
Avoir une juste connaissance des chose

jours plus tard, il était à Sainte-Anne-de-Beaupré au Québec.

«Le seul autre site d'importance consacrée à sainte Anne est en Nouvelle-Écosse où les Mi'kmaq tiennent une grande célébration», précise Emma.

Durant le pèlerinage à Lac Sainte-Anne, le pape a explicitement fait le rapprochement entre sainte Anne et les peuples autochtones : «Au Canada, l'enculturation maternelle passe par l'intermédiaire de sainte Anne, laquelle a su combiner la beauté des traditions et de la foi autochtone, tout en les façonnant avec la sagesse d'une grand-mère, qui est deux fois mère».

Les mots sont doux, mais ils ne sont pas sans rappeler que le système d'écoles résidentielles a mené directement à des inégalités et de la violence systémique envers les femmes et filles autochtones.

«L'église est une structure de pouvoir presque exclusivement masculine et pourtant, en termes de personnes qui vont à l'église, qui donnent, qui font tout le travail paroissial, qui font des dons, ce sont disproportionnellement des femmes», souligne la professeure. Selon elle, «le pape a dû parler de l'importance des femmes autochtones dans leur culture et leur société, mais aussi dans l'Église» afin de protéger ces laïcs majoritairement féminins.

Dans le contexte de sa visite, le message du Saint-Père articulé autour de l'importance des aînés et des femmes ne surprend pas. Mais comment a-t-il été reçu? Comme une nouvelle insulte de l'église aux structures familiales et à l'égalité des femmes autochtones, ou à l'inverse comme des mots essentiels, pour revaloriser des femmes et des aînées si longtemps rejetées par l'Église? ▲



LE CHOIX DE
ARNAUD BARBET,
RÉDACTEUR EN CHEF

Il me semble que les années passent et que le droit à l'avortement reste un sujet extrêmement clivant et fragile. Depuis le 24 juin 2022, l'avortement a encore été mis à mal aux États-Unis, mais pas seulement. Entre un accès très restreint et la complète interdiction, le droit de la femme à disposer de son corps ne semble pas faire partie des évidences. Plus globalement, la liberté de choix semble s'éroder même dans nos sociétés dites «occidentales» et «avancées».

(Article paru le 1^{er} septembre 2022)



↑ Crédit : CC0 Public Domain - pxhere.com

LA PETITE HISTOIRE DE L'ACCÈS À L'AVORTEMENT AU CANADA



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

Pour plus d'information :

- Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada : t.ly/wb33
- Cliniques et services d'avortement au Canada : t.ly/38dN
- Liste des groupes anti-avortement au Canada : t.ly/BmEK
- Alberta Abortion Access Network : t.ly/bWR2



GLOSSAIRE

GALVANISER
Donner de l'énergie à quelque chose



VIENNA DOELL
JOURNALISTE

C'est quoi les droits reproductifs?

Au Canada, même si les droits «reproductifs» sont souvent cités, on privilégie une approche globale, c'est-à-dire que «les droits, les connaissances et la capacité de prendre les décisions et d'accéder à des services» sont offerts à tous. Selon le site web de la Fédération Wallonie-Bruxelles, «les droits reproductifs sont relatifs à la fécondité». Ils diffèrent des droits sexuels qui, eux, sont liés à la sexualité de la personne. Donc, si une personne a des droits reproductifs, elle a le choix à la grossesse, l'accouchement, l'avortement et d'autres processus qui concerne la fécondité.

Pour ou contre l'avortement, le débat s'enflamme aux États-Unis depuis l'annonce le 24 juin dernier de la révocation de l'arrêt *Roe contre Wade*. Il existe des similarités entre notre histoire de l'avortement et celle de notre voisin au sud, mais quelle est la situation actuelle au Canada? Entre assurance et questionnements, l'avenir des droits reproductifs et de l'avortement divise aussi ici.



Ma thèse porte sur l'antiféminisme conservateur et, plus spécifiquement, je travaille sur le mouvement contre l'avortement aux États-Unis», explique Véronique Provonost, doctorante en sociologie et en études féministes de l'Université du Québec à Montréal.

Pendant dix ans, Véronique s'est plongée dans l'histoire des lois canadiennes sur l'avortement et ce qui les différencie de celles des États-Unis. Elle fait un constat rapide : depuis l'arrivée de l'homme blanc, les droits des femmes ont été mis à mal.

DES FEMMES DEVENUES CRIMINELLES

«Dès le départ, en 1869, deux ans après la Confédération [canadienne], une loi a été adoptée pour criminaliser l'avortement», relate Véronique. Une loi qui prévoyait d'ailleurs une condamnation «à la prison à vie» à ses contrevenants.

La criminalisation de l'avortement a été suivie par celle de la contraception en 1892. À l'époque, la loi avait une large portée et interdisait formellement, «la distribution, la vente, mais aussi toute la diffusion d'informations autour de la contraception».

Pendant des décennies, ce cadre législatif est resté fixe, sans amélioration ou changement. La sociologue démontre qu'entre les années 1900 et 1960, l'avortement au Canada était passé sous silence.

LES TEMPS CHANGENT, LES LOIS ÉVOLUENT

À la suite des pressions exercées par plusieurs mouvements sociaux de la fin des années 1960, les lois contre l'avortement et la contraception du 19^e siècle ont finalement été modifiées.

Le vent du changement a soufflé grâce à «des pressions qui sont venues, oui, des milieux médicaux et des milieux juridiques, mais aussi du milieu des femmes», raconte Véronique. «Les groupes de femmes étaient très investis» afin d'obtenir des droits reproductifs.

Véronique met en lumière les premiers signes du changement législatif au niveau fédéral. «En 1967, le gouvernement répond à cette pression et crée la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada».

Pendant la durée des travaux de cette Commission, «des centaines et des centaines de femmes ont envoyé des lettres aux commissaires, d'autres se sont présentées en personne pour pouvoir raconter [leur histoire]», décrit la sociologue.

Parmi les anecdotes reçues par les commissaires, de nombreuses décrivaient «les conséquences que les femmes ont subies en raison de cette dépossession ou de l'absence de contrôle sur l'autonomie de leur corps».

Elle précise que ce n'est qu'en 1969 que l'ancien premier ministre Pierre Elliot Trudeau a décriminalisé la contraception et légalisé l'avortement pour faire suite aux recommandations de la Commission «de légaliser l'avortement au moins pour les 12 premières semaines de grossesse».

Par contre, ce n'est pas cette décriminalisation de l'avortement qui a donné aux femmes leur totale autonomie corporelle. En effet, à cette époque «il y avait un comité d'avortement thérapeutique qui estimait que l'avortement était nécessaire ou non pour la personne qui en faisait la demande», décrit Véronique. Ce comité médical décidait donc pour la patiente et ralentissait alors le processus d'accès. C'était «encore d'autres personnes qui prenaient la décision à leur place».

UN MÉDECIN EN CROISADE

Durant les années 1970, «le docteur Morgentaler va décider d'aller à l'encontre des lois qui sont mises en place et va ouvrir la première clinique d'avortement illégale à Montréal», évoque l'experte sur la question.

À force de contrevenir aux lois en vigueur, puis de les contester, le docteur Morgentaler s'est finalement retrouvé devant la Cour suprême du Canada en 1988. Les juges vont alors «estimer que la loi qui est en place depuis 1969 contrevient à la *Charte canadienne des droits et libertés*, en vertu du droit à la vie, à la liberté et à la sécurité», des droits garantis à l'article 7 de la *Charte*.

Dès lors, la pratique de l'avortement au Canada sera protégée sous la préséance de cette nouvelle interprétation de l'article 7 de la *Charte*. Ce n'est d'ailleurs pas l'unique décision juridique qui a solidifié le droit des femmes à l'avortement.

«C'est une Québécoise, Chantal Daigle, qui s'est retrouvée devant la Cour suprême [...] en 1989, pour plaider que le fœtus en tant que tel n'a pas de statut légal au Canada». Les juges lui donnent raison. Depuis, le fœtus n'est pas reconnu juridiquement comme une personne, ce qui cimente l'accès à l'avortement.

UNE SITUATION DE DROIT RARE

On l'a vu, l'accès à l'avortement au Canada est protégé par la préséance juridique de

l'article 7 de la Charte sur toutes autres dispositions juridiques. Ainsi, le Canada est «un des rares pays à ne pas avoir une loi sur la question de l'avortement», précise Véronique.

Elle estime aussi qu'une loi pourrait en fait entraver l'accès à l'avortement. «Du moment où nous n'avons pas de loi, alors nous ne pouvons pas mettre des restrictions sur cette loi-là», dit-elle. Mais certaines provinces ont tout de même tenté d'imposer des restrictions à l'accès à l'avortement.

En vertu de la *Loi canadienne sur la santé (LCS)*, «l'avortement est considéré comme un soin de santé essentiel» pris en charge par les provinces, explique Véronique. Cela veut dire que «ce n'est pas un soin de santé que les provinces peuvent du jour au lendemain arrêter de financer» sans pénalité.

Dans les années 1990, le gouvernement de l'Alberta a refusé de financer les avortements dans les cliniques provinciales, bien qu'il continuait de les faire dans les hôpitaux. L'Alberta a alors été pénalisée pour cette pratique en vertu de la LCS.

Bien que cela ne se soit pas répété depuis en Alberta, Véronique nous met en garde, «c'est toujours le cas au Nouveau-Brunswick». En effet, les pénalités que le gouvernement provincial encourt ne le freinent pas autant, «il ne finance toujours pas les avortements à l'extérieur des hôpitaux».

L'ACCÈS À L'AVORTEMENT RESTE UN DÉFI

Le débat sur l'avortement au Canada ne se limite pas à son aspect purement juridique. Janis Irwin, députée à l'Assemblée législative de l'Alberta, souligne la difficulté majeure qu'ont les patientes à avoir réellement accès à l'avortement en Alberta.

«L'accès à l'avortement reste un défi pour tellement d'Albertaines», dit la whip adjointe de l'opposition officielle et porte-parole en matière de condition féminine et d'enjeux 2ELGBTQ+. Avec seulement trois cliniques d'avortement dans la province, toutes situées en zones urbaines, la situation dans «l'Alberta rurale est une énorme inquiétude», décrit-elle.

L'accès à ces cliniques est nécessaire pour tous les types d'avortements, mais plus particulièrement pour les avortements chirurgicaux. L'avortement par médicament représente 40% des avortements en Alberta, selon Véronique Pronovost.

Janis Irwin, elle, insiste sur les problèmes liés aux déplacements à partir de Grande Prairie, Fort McMurray ou Lethbridge et le questionnement possible de l'entourage des femmes qui voyagent pour obtenir de tels soins. «Vous essayez de comprendre comment vous pouvez voyager et vous absenter sans être stigmatisée», ajoute-t-elle. L'absence au travail, le coût du voyage et le temps d'attente peuvent constituer des obstacles pour de nombreuses personnes.

Cependant, l'accès à des services limités n'est pas la seule bataille à laquelle les Canadiens, et en particulier les Albertains, doivent prêter attention.

MOUVEMENTS POPULAIRES CONTRE L'AVORTEMENT

«Nous avons entendu beaucoup de rhétorique des politiciens conservateurs, y compris le membre du PCU (Parti conservateur uni), Arnold Viersen célébrant l'annulation de *Roe contre Wade*», dit Janis Irwin, avec frustration.

Le parti politique qui a reçu le plus de dons en Alberta après le NPd et le PCU est le parti Prolife, un parti qui est explicitement anti-avortement. Aujourd'hui, en Alberta, il y a près d'une cinquantaine d'organisations contre l'avortement, selon la Coalition pour le droit à l'avortement au Canada.

Véronique Pronovost souligne que ces groupes anti-avortement exercent une influence majeure dans tout le Canada. «Il y a eu un sondage en 2018 qui disait que 68% de Canadiens étaient pour le fait de mettre des restrictions sur le droit à l'avortement». Tout comme «*Roe contre Wade* aux États-Unis a galvanisé les troupes pro-choix au Canada», dit Véronique, les mouvements anti-avortement le sont par le renversement de cet arrêt.

Elle conclut, «attention, aujourd'hui, le droit peut-être n'est pas menacé, mais si on ne fait rien et qu'on laisse les gens continuer à faire ce qu'ils font [...], on laisse le mouvement contre l'avortement se mobiliser, poser des actions et essayer de changer les mentalités». ▲

LE CHOIX DE
GABRIELLE AUDET-MICHAUD,
JOURNALISTE

Plus d'un an s'est écoulé depuis que la Cour suprême des États-Unis a invalidé l'arrêt Roe contre Wade, qui garantissait le droit à l'avortement dans le pays. Une décision qui continue de diviser nos voisins du Sud et d'alimenter les discussions ici même, en Alberta. Malheureusement, ces débats d'idées ont parfois tendance à négliger l'aspect humain qui se cache derrière... Ce papier signé par Chloé Liberge nous transporte dans l'intimité d'une jeune femme qui a eu recours à l'IVG. À travers ce témoignage empreint d'empathie, la journaliste nous rappelle que derrière chaque avortement se trouve, plus souvent qu'autrement, une femme qui souffre en silence. Une lecture à la fois informative et touchante.
(Article paru le 1^{er} septembre 2022)

Au total,
74 155
avortements
se sont déroulés
au Canada en 2020.
Le Québec et l'Ontario
font partie des provinces
où il y a eu le plus grand
nombre d'interruptions
de grossesse, soit environ
21 000 chacune. L'Alberta
et la Colombie-Britannique
les suivent. Des chiffres
qui peuvent s'expliquer
en raison de la grande
population de
ces provinces.

↑ Crédit : Max @notquitemax / Unsplash.com

UN TÉMOIGNAGE SUR UNE RÉALITÉ ENCORE SENSIBLE

La Coalition pour le droit à l'avortement au Canada est un organisme national féministe qui milite pour assurer le droit et l'accès à l'avortement pour tous. Pour en savoir plus sur les procédures ou pour connaître les cliniques près de chez vous : arcc-cdac.ca

GLOSSAIRE

SPÉCULUM
Outil médical permettant d'élargir une cavité naturelle

CHLOÉ LIBERGE
JOURNALISTE

11 983, c'est le nombre d'avortements ayant eu lieu en Alberta en 2020 d'après la **Coalition pour le droit à l'avortement au Canada** (CDAC). Si dans la théorie l'avortement est accessible, dans les faits, la démarche est complexe à de nombreux égards. Frances, 25 ans, partage son expérience sur un sujet qui semble encore tabou aujourd'hui.

Lorsque Frances apprend qu'elle est enceinte pour la première fois, elle ne s'y attend pas. Après avoir fait un test de grossesse, elle se rend chez un médecin pour effectuer une échographie. Complètement perdue, l'Albertaine se remémore la réaction de celui-ci lorsqu'elle lui fait part de son envie d'avorter. «Il ne m'a pas dit qui appeler et où aller, il a juste censé que je mènerais la grossesse à terme».

Dans la province albertaine, seulement trois cliniques offrent le service d'interruption volontaire de grossesse (IVG) : une à Edmonton et deux autres à Calgary. Lorsqu'elle appelle l'une d'elles, Frances doit créer un code afin de préserver la confidentialité de son dossier, mais aussi son anonymat, et pour faciliter les relations avec les professionnels de santé. D'ailleurs, même l'adresse de la clinique n'est communiquée qu'une fois la date du rendez-vous confirmée.

Un processus qui en dit long sur les moyens mis en œuvre pour offrir à ces femmes en difficulté un maximum d'intimité. «Vous savez, les avortements sont très stigmatisés, alors les cliniques veulent s'assurer que tout reste privé», signale-t-elle. C'est aussi à cause de cette stigmatisation que Frances garde l'anonymat lors de son entrevue avec la rédaction. Cette dernière a essayé de rejoindre ces cliniques pour obtenir des éclaircissements sur le processus médical, toutes ont refusé de commenter.

UNE OPÉRATION QUI SE DÉROULE EN PLUSIEURS ÉTAPES

Après deux semaines d'attente, l'étudiante se rend finalement à la clinique accompagnée de son petit ami qui souhaite la soutenir dans cette épreuve. Dès son arrivée, on lui remet un questionnaire médical à remplir, puis elle rencontre une travailleuse sociale. Cette dernière vérifie si Frances est contrainte ou si elle a choisi l'IVG de son plein gré. Elle en profite pour lui donner de l'information sur les méthodes contraceptives et lui explique les différentes options pour l'intervention.

La première méthode est l'interruption volontaire de grossesse médicale. Un processus faisant appel à deux médicaments : l'un qui interrompt la grossesse, l'autre qui déclenche l'expulsion du contenu de l'utérus. Bien qu'elle avait fait ce choix, la jeune femme change finalement d'avis pour une IVG instrumentale, aussi appelée chirurgicale.

Elle révèle, «quand elle m'a décrit ce qui se passerait, c'est-à-dire que vous devez vous asseoir sur les toilettes, qu'il y aurait beaucoup de sang et qu'il pourrait y avoir des morceaux de fœtus qui sortiraient, j'ai eu très peur. J'ai demandé à ce qu'on fasse la chirurgie».

Frances passe alors une échographie pelvienne. Une sonde est introduite dans le vagin afin de déterminer le nombre de semaines de grossesse. Puis, on lui administre un traitement antidouleur et on lui propose un médicament contre l'anxiété, un test de dépistage pour les infections sexuellement transmissibles (IST).

Dans la salle d'opération, les drogues commencent à faire effet. «Elles me donnaient l'impression d'être étourdie, comme endormie, mais tu n'es pas officiellement mis sous anesthésie.» La procédure peut alors commencer. Le médecin insère un **spéculum** dans le vagin afin de mieux voir le col de l'utérus. Il le nettoie puis le «gèle», un autre terme pour décrire une anesthésie locale. Ensuite, le praticien dilate graduellement le col afin d'introduire un petit tube qui aspire ce qui se trouve dans l'utérus. Il vérifie que ce dernier est vide en faisant une dernière aspiration.

Cette opération qui dure pourtant une dizaine de minutes peut sembler une éternité. Allongée sur la table, Frances regarde le plafond. «Ils peignent les dalles du plafond au-dessus de vous pour que vous ayez quelque chose à regarder. En général, ce sont des fées, des fleurs ou le ciel», se remémore-t-elle.

L'IMPOSSIBILITÉ DE PARLER DE SON EXPÉRIENCE

Après l'opération, la jeune patiente doit rester assise dans une salle de repos pendant environ 30 minutes. L'infirmière prend sa température et sa fréquence cardiaque. Il faut qu'elle aille aux toilettes afin de vérifier que les saignements sont légers, sans hémorragie.

Une fois que sa santé est considérée hors de danger, la patiente peut sortir accompagnée. Car, comme pour chaque opération où l'on subit une anesthésie et on ingère des antidouleurs, la conduite est interdite. Frances est aussi invitée à partager son expérience afin de faciliter, peut-être, le deuil. Frances aurait aussi pu demander les restes de l'embryon et effectuer une cérémonie, un adieu avant de les enterrer, mais elle n'a pas voulu s'engager dans ces démarches. «Je pensais ne pas en avoir besoin, j'avais l'impression que personne

n'était censé savoir», révèle-t-elle.

Cependant, pour l'étudiante, l'expérience ne s'est pas arrêtée là. Comme la travailleuse sociale le lui avait recommandé, elle décide de se faire poser un dispositif intra-utérin (DIU). En forme de T, ce petit stérilet en plastique est inséré dans l'utérus afin d'agir comme contraceptif. Il a donc été placé juste à la fin de l'intervention, ce qui est une pratique courante à la suite d'une IVG.

Toutefois, pour Frances, le processus de guérison a été très douloureux et long. Pendant plusieurs mois, elle a souffert de douleurs pelviennes. Ces crampes au niveau des ovaires l'empêchent de marcher et de se rendre à l'université. Elle se désole, «comment dire à ses professeurs et à son travail que l'on est malade parce qu'on a avorté? Tu ne peux pas, alors soit tu endures, soit tu inventes quelque chose».

L'étudiante se répète alors qu'il s'agit seulement de simples douleurs menstruelles et souffre pendant de nombreuses semaines, en silence. Au bout de quatre mois, Frances est totalement guérie. Pourtant, elle se rend rapidement compte que le stérilet n'a pas joué son rôle de contraceptif, car elle tombe à nouveau enceinte.

SE SERRER LES COUDES

Cette seconde fois, la jeune femme connaît le processus et décide de prendre directement rendez-vous à la clinique de Calgary. Tout se déroule de la même façon et le docteur lui retire également son DIU pour lui en poser un nouveau. «J'étais moins paniquée, j'avais moins peur, mais je me sentais juste très honteuse, car mon partenaire et moi, on a tout fait correctement, on a pris les bons contraceptifs», confesse-t-elle.

Frances a apprécié le soutien qu'elle a reçu au cours de ces deux interventions. Que ce soit de la part de son compagnon, mais aussi du personnel soignant, elle ne s'attendait pas à cette gentillesse. Elle reconnaît, «on a tous nos idées sur la façon dont l'avortement est supposé se dérouler, mais dans l'ensemble, les gens étaient extrêmement gentils».

Cette gentillesse est accompagnée d'une solidarité qu'elle a également remarquée dans l'établissement de santé. L'étudiante avoue avoir aussi été interloquée par la diversité des patients. «Il y avait des adolescentes, des quadragénaires, des gens de toutes les ethnies, certains portaient même des vêtements religieux, je ne sais pas pourquoi cela m'a surprise», affirme-t-elle.

Par contre, dans la salle d'attente dédiée à la chirurgie, les patientes se retrouvent seules, sans leurs proches. Certaines langues se délient, partagent leurs histoires. D'autres sont silencieuses. Frances se souvient, «la première fois que j'y suis allée, j'étais vraiment heureuse que quelqu'un me parle pour me distraire et me faire sentir moins seule». Elle conclut, «je pense qu'il y a comme une connexion que tout le monde ressent parce que nous sommes tous ici dans la même position». ▲

Au total, 74 155 avortements se sont déroulés au Canada en 2020. Le Québec et l'Ontario font partie des provinces où il y a eu le plus grand nombre d'interruptions de grossesse, soit environ 21 000 chacune. L'Alberta et la Colombie-Britannique les suivent. Des chiffres qui peuvent s'expliquer en raison de la grande population de ces provinces.



**LE CHOIX DE
GABRIELLE
AUDET-MICHAUD,
JOURNALISTE**

En tant que Québécoise d'origine établie en Alberta, j'aime établir des parallèles entre ma terre d'accueil et celle que j'ai quittée. La *Loi sur la souveraineté de l'Alberta dans un Canada Uni* a certainement fait couler beaucoup d'encre, des Rocheuses jusqu'au Saint-Laurent, invitant les plus âgés à faire le rapprochement avec le projet souverainiste québécois... C'est pourquoi j'ai jugé pertinent d'analyser les ressemblances et les différences entre l'approche autonomiste de Danielle Smith et celle qui a façonné le Québec d'aujourd'hui. Bien qu'il soit souvent difficile de trouver des intervenants francophones en Alberta, je trouve que les réflexions de Frédéric Boily, combinées à celles des experts Jacques Beauchemin et Jérémy Elmerich, sont très pertinentes et éclairantes. **(Article paru le 26 janvier 2023)**

PROVINCIAL

POLITIQUE

**IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO**



GLOSSAIRE

S'ENVENIMER
S'aggraver ou s'exacerber



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



↑ Collage : Andoni Aldasoro

POUSSÉE AUTONOMISTE AU CANADA : L'ALBERTA DEVIENT CHEFFE DE FILE

L'arrivée au pouvoir de Danielle Smith le 11 octobre dernier et l'adoption de la *Loi sur la souveraineté de l'Alberta dans un Canada uni* par son gouvernement deux mois plus tard n'ont fait qu'exacerber les tensions déjà existantes entre la province albertaine et le gouvernement fédéral. Si le Québec a longtemps été chef de file en matière de revendications autonomistes, il semble que ce soit maintenant au tour des provinces de l'Ouest de s'en prendre à l'appareil fédéral.

« On parle beaucoup de l'Alberta, mais il faudrait aussi mettre la Saskatchewan dans l'équation », rappelle le spécialiste de la politique canadienne et québécoise, Frédéric Boily, lorsqu'il est questionné sur la poussée autonomiste qui a cours d'un bout à l'autre du pays. « Si on met tout ça sur une échelle avec des degrés, on peut dire que cette tendance à l'autonomisme est plus forte dans l'Ouest en ce moment qu'elle ne l'est au Québec », laisse-t-il entendre.

Cela se traduit en partie par la position offensive qu'ont adoptée les provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta au cours des derniers mois. D'une part, le gouvernement du premier ministre Scott Moe a déposé, en novembre 2022, un projet de loi visant à modifier unilatéralement la Constitution afin de réaffirmer la compétence de la Saskatchewan en matière de ressources naturelles.

D'autre part, le Parti conservateur uni de Danielle Smith a adopté, en décembre dernier, la *Loi sur la souveraineté de l'Alberta dans un Canada uni*, qui lui permet, entre autres, de réviser et de réécrire des lois fédérales jugées nuisibles.

Ces manifestations autonomistes semblent avoir ébranlé la confiance du premier ministre Justin Trudeau. En effet, on apprenait par le journal *La Presse*, grâce à une note obtenue en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, que le ministère du premier ministre éprouvait des craintes face aux poussées autonomistes de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Québec.

Ces discours pourraient « affecter la capacité du gouvernement du Canada à faire avancer ses objectifs et à maintenir un sentiment collectif d'appartenance au Canada », peut-on lire dans une note datée du 31 octobre 2022.

DU JAMAIS VU DANS L'HISTOIRE

En outre, s'il y a toujours eu des tensions entre le gouvernement fédéral et l'Alberta par rapport à la gestion des ressources naturelles, Frédéric Boily estime qu'avec le plan de transition énergétique présenté par le Parti libéral de Justin Trudeau pour lutter contre les changements climatiques, la situation s'est **envenimée** à un seuil jusque-là inédit.

« C'est du jamais vu dans l'histoire », affirme le professeur de science politique du Campus Saint-Jean.

Pourtant, ce n'est pas la première fois que l'appareil fédéral canadien se voit menacé par les demandes autonomistes d'une de ses provinces... On peut penser, notamment, au Québec du 20^e siècle à l'ère duplessiste.

« Pendant la période où Maurice Duplessis était au pouvoir (de 1944 à 1959), il régnait au Québec un nationalisme autonomiste similaire à celui que l'on voit aujourd'hui en Alberta », analyse Jacques Beauchemin, professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). « Duplessis réclamait lui aussi une plus grande autonomie pour sa province dans la fédération canadienne », ajoute-t-il.

PARALLÈLE QUÉBÉCOIS

Sauf que cette tendance au nationalisme autonomiste n'a pas tardé à en faire émerger une seconde.

À partir des années 1960, le nationalisme québécois « se politise », explique Jacques Beauchemin, c'est-à-dire que les partis politiques ne cherchent plus à « défendre la culture canadienne-française au sein du Canada [...] », mais tentent plutôt d'affirmer le sujet québécois comme politiquement souverain.

En d'autres mots, c'est la naissance du mouvement séparatiste québécois. « À partir de ce moment, le nationalisme canadien-français devient un nationalisme souverainiste », affirme le spécialiste en sociologie politique. Jusqu'à la fin des années 1990, le Québec cherche à mener à terme son projet d'indépendance, ce qui cause la grogne des gouvernements fédéraux qui se succèdent.

LA SOUVERAINÉTÉ DE L'ALBERTA?

Même si l'on pourrait être tenté de lire dans les gestes récents de la première ministre albertaine Danielle Smith les balbutiements d'une idéologie souverainiste telle qu'elle était entendue au Québec au cours de la fin du 20^e siècle, Frédéric Boily explique qu'il vaut mieux éviter d'effectuer ce parallèle.

« Oui, on a mis le mot "souveraineté" dans la *Loi [sur la souveraineté de l'Alberta dans un Canada uni]*, mais on n'est pas, pour le moment, dans une démarche de souveraineté telle qu'elle était imaginée au Québec », précise-t-il. « On n'est pas dans une logique de séparation ou de nationalisme à proprement parler, mais plutôt dans une logique autonomiste », explique le politologue.

Il rappelle aussi que le projet souverainiste albertain tarde à gagner en popularité dans la population. « C'est un peu comme un avion qu'on construit tranquillement, mais on ne sait pas jusqu'à quelle altitude il va voler... ou même s'il va décoller », lâche le professeur du Campus Saint-Jean (CSJ).

CHANGER SON FUSIL D'ÉPAULE

Au Québec, « ironiquement », après deux référendums échoués et l'arrivée au pouvoir de la Coalition Avenir Québec (CAQ), l'idée de nationalisme

autonomiste fait son chemin depuis quelques années. « C'est l'autonomisme du bon vieux temps qui revient en force », annonce Jacques Beauchemin sur un ton rieur.

« Sauf qu'il faut comprendre que c'est une position de repli pour le Québec [contrairement à l'Alberta]. Avec le projet de séparation, on était à l'offensive face à Ottawa alors que là on est à la défensive », ajoute-t-il.

Dans cette optique, explique le sociologue, la CAQ cherche encore à protéger la culture et les intérêts québécois même s'il n'est plus question de séparation. « C'est un peu comme si on essaie d'aller gruger le plus de pouvoirs possible à Ottawa tout en restant au sein du Canada. »

L'AUTONOMISTE QUÉBÉCOIS (PAS SI) MODERNE

Le doctorant en science politique à l'UQAM, Jérémy Elmerich, estime lui aussi que le nationalisme prôné par la CAQ de François Legault s'inscrit à l'intérieur du giron du fédéralisme. En ce sens, il constate que le Québec renoue avec une « tradition autonomiste qui serait similaire à celle de Maurice Duplessis ou à Honoré Mercier et Henri Bourassa, si on cherche des personnages un peu moins clivants », s'empresse-t-il d'ajouter.

Malgré que la CAQ ait une forte volonté de faire respecter ses champs de compétences provinciales, le doctorant estime que ce processus s'effectue sans chercher la confrontation avec le fédéral. « En fait, on cherche essentiellement à vivre sans Ottawa, tout en restant à l'intérieur du Canada », ironise-t-il.

C'est ici qu'une première distinction doit être faite entre les idéologies autonomistes actuelles du Québec et de l'Alberta : si d'un côté, la CAQ ne cherche pas à partir en guerre contre Ottawa, de l'autre, chez Danielle Smith, « il y a cette recherche de confrontation et de provocation à l'endroit de Justin Trudeau et du gouvernement fédéral », analyse Jérémy Elmerich.

IDÉOLOGIE SIMILAIRE, COMBATS DIFFÉRENTS

L'une des ressemblances qui pourraient unir les idéologies autonomistes albertaines et québécoises a à voir avec l'insatisfaction commune face à l'attitude paternaliste adoptée par gouvernement fédéral, mentionne le politologue Frédéric Boily.

« Des deux côtés, on s'entend sur le fait que le gouvernement fédéral empiète sur les pouvoirs provinciaux, que le fédéral a une approche presque impérialiste à l'égard des provinces qui sont considérées comme les enfants d'Ottawa », évoque-t-il.

Sauf que l'exercice de comparaison s'arrête ici. Hormis ce dernier point, les approches autonomistes du Québec et de l'Alberta diffèrent plus qu'elles ne se ressemblent, admet le politologue.

CULTURE VERSUS ÉCONOMIE

L'approche de la CAQ repose avant tout sur l'idée qu'il existe une nation québécoise dont il faut protéger la spécificité (langagière) et l'intégrité (culturelle). « Si on prend l'exemple de la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*, on voit que François Legault cherche à obtenir plus de pouvoirs en matière de langue, mais c'est notamment dans le but de protéger la langue française », analyse le professeur de science politique.

À l'inverse, le Parti conservateur uni de Danielle Smith ne cherche pas à faire valoir les distinctions culturelles inhérentes de l'Alberta. Ses revendications ont davantage à voir avec le mode de vie économique de la province. « Du côté de l'Alberta, on cherche à protéger l'industrie de l'énergie (pétrole, sable bitumineux et gaz) [pour protéger] les intérêts économiques qui y sont liés », précise Frédéric Boily.

En suivant cette logique, indique le professeur en science politique, cela voudrait dire que l'Alberta privilégie une forme de « provincialisme » ou de « régionalisme » plutôt qu'une idéologie nationaliste comme celle du Québec, qui implique la « protection d'une entité nationale ».

Le sociologue Jacques Beauchemin fait d'ailleurs remarquer que l'Alberta critique souvent la supposée sous-représentation de l'Ouest au sein du Parlement canadien. « En Alberta, on a l'impression que tout se joue au Canada central (Québec et Ontario). Que c'est à cet endroit-là que la fédération est menée », avance-t-il.

Frédéric Boily, quant à lui, rappelle que sur le plan électoral, ni l'Alberta ni la Saskatchewan n'agissent comme joueurs majeurs pour permettre au Parti libéral de Justin Trudeau de se maintenir au pouvoir (c'est le Québec, l'Ontario et les Maritimes qui ont favorisé sa réélection en 2021). Reste à voir si ce déséquilibre continuera à nourrir les ardeurs autonomistes des deux provinces de l'Ouest. ▲

ELEV, UNE START-UP CRÉÉE PAR ET POUR DES JEUNES

PROVINCIAL

\$ ÉCONOMIE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO



LE CHOIX DE ARNAUD BARBET, RÉDACTEUR EN CHEF

Comme vous le savez certainement, la diversité franco-albertaine est multiple. Cet article en est le parfait exemple. D'abord par son autrice, Véronique Vincent, Franco-Albertaine depuis quelques générations déjà, mais aussi par son sujet puisqu'elle a décidé de mettre en lumière deux jeunes entrepreneurs franco-albertains d'origine congolaise et ivoirienne. Finalement, il était essentiel à mes yeux de citer le Campus Saint-Jean, l'établissement qui a aussi permis à ces jeunes de déployer leurs qualités entrepreneuriales en faisant face aux difficultés liées à leur vie étudiante. (Article paru le 29 septembre 2022)

Plus d'information :

- Elev : elevhomes.ca/
- Instagram : [@elevhomes](https://www.instagram.com/elevhomes)



GLOSSAIRE

COLOCATAIRE

Personnes qui cohabitent dans un même logement

VÉRONIQUE VINCENT

JOURNALISTE

Lors de cette rentrée universitaire, plus de 1000 étudiants ont utilisé l'application mobile Elev Homes pour se trouver un logement. Encore plus impressionnant : cet été, l'équipe d'Elev Homes, menée par Kevin Mpunga et Jean Bruce Koua, a remporté plusieurs prix sur la scène provinciale et internationale.

Kevin Mpunga, Congolais d'origine et Albertain depuis 11 ans, a eu l'idée de créer une entreprise pour aider les étudiants edmontoniens à trouver du logement hors campus. Un logement qui n'est donc pas en lien avec l'université qui les accueille.

«Quand j'étais étudiant, j'ai eu beaucoup de difficultés à trouver où habiter», se remémore le PDG de l'entreprise. Il souhaitait avant tout vivre en résidence, mais il a vite changé d'avis après avoir calculé le coût du loyer.

De ces défis rencontrés alors qu'il était étudiant en 2^e année du programme bilingue de sciences infirmières au Campus Saint-Jean a germé une idée. Créer une entreprise pour faciliter, aux étudiants, l'accès aux logements. Très vite, il l'a concrétisée. «Je me suis dit que je pourrais trouver une solution à ce problème d'une façon très accessible pour les étudiants», partage le jeune entrepreneur.

Elev est ainsi né. C'est une plateforme qui simplifie la tâche aux locataires et aux propriétaires. En utilisant les services d'Elev, les étudiants peuvent trouver un logement, visiter virtuellement les lieux et trouver des colocataires.

Elev facilite aussi le processus de recherche pour les propriétaires en quête de locataires, les transactions financières associées aux loyers, ainsi que les communications entre les parties. Voilà la grande différence entre Elev et les autres plateformes pour trouver des chambres à louer, comme Kijiji et Facebook Marketplace.

«Je voulais quelque chose qui a rapport avec mon identité comme étudiant, mais que ça soit court et moderne.» La modification du mot «élève» et le tour était joué!

Jean Bruce Koua a rejoint l'équipe d'Elev comme responsable des opérations après avoir entendu la vision de Kevin. «Je connaissais des amis qui travaillaient avec Kevin et le côté des chiffres m'intéressait», explique l'étudiant qui obtiendra, en décembre, son baccalauréat en arts avec une majeure en économie et une mineure en sciences politiques de l'Université de l'Alberta. Il ne va pas s'en dire que lui aussi avait connu des difficultés à trouver un logement quand il est arrivé de la Côte d'Ivoire pour ses études.

DEVENIR ENTREPRENEUR, C'EST AUSSI SE RELEVER LES MANCHES

«Une fois que la pandémie a commencé, c'était difficile. Les premiers mois, personne ne cherchait de logement», se souvient-il. De plus, la rentrée universitaire 2020 a été peu productive. En effet, la grande majorité des cours ont été offerts en ligne et les étudiants sont donc restés chez leurs parents ou dans leur famille. «C'est donc vraiment à la rentrée de 2021 que nous avons pu voir le potentiel de nos efforts.»

Lancer une entreprise, cela comporte un grand nombre de

petites et de grandes étapes. Les deux plus fondamentales ont été le lancement de l'application mobile et du site web en juin 2021. «Plus nous avançons avec Elev et plus la prochaine étape devient claire, mais c'est sûr qu'il y a beaucoup d'essais-erreurs», raconte Kevin.

DE JEUNES ENTREPRENEURS RECONNUS PAR LEURS PAIRS

«À force d'être dans la communauté entrepreneuriale des technologies et des start-ups, beaucoup d'opportunités se présentent» à eux. L'équipe d'Elev a participé au concours de pitch (argumentaire de vente/présentation de l'entreprise) dans le cadre de la conférence Inventure\$ qui a eu lieu à Calgary en mai dernier. Un événement où de jeunes entrepreneurs de partout au Canada ont présenté leur entreprise en démarrage devant un jury.

«Nous nous sommes bien amusés, car non seulement nous avons gagné la première place, mais nous avons fait du réseautage avec d'autres étudiants très motivés et intéressants», mentionne Kevin. «C'était bien de voir ce que nous avions en commun et d'entendre de leurs expériences.»

Peu après, les membres d'Elev ont voyagé encore plus au sud pour se rendre à Oklahoma, aux États-Unis, pour participer à un événement qui avait comme but d'attirer les jeunes talents à s'installer au pays de l'Oncle Sam.

L'événement comprenait un concours de pitch où Elev a remporté la deuxième place. «Je pense que notre pitch relate l'histoire de plusieurs étudiants, peu importe où nous allons à l'école, nous avons quelque chose en commun», explique Kevin. Et c'est bien là la force de cette petite entreprise : l'histoire derrière le concept.

Plus tard dans l'été, Kevin et Jean ont été invités à Toronto pour une conférence. «On était très chanceux d'avoir eu des billets parce que c'était très cher, au moins 800\$ par personne!»

Pour Jean, cela lui a demandé de faire des sacrifices afin de participer à tous ces événements avec son partenaire d'affaires. Il a dû choisir entre un emploi à plein temps et sa collaboration à Elev, un choix difficile, mais «une fois que la décision a été faite, je n'ai eu aucun regret!»

Selon Jean, cela lui a permis de développer ses compétences en communication, un très bel atout dans son domaine professionnel. «C'était vraiment bien de travailler pour quelque chose qui me motive et qui aide les autres», partage-t-il fièrement, heureux de gérer la croissance de l'entreprise.

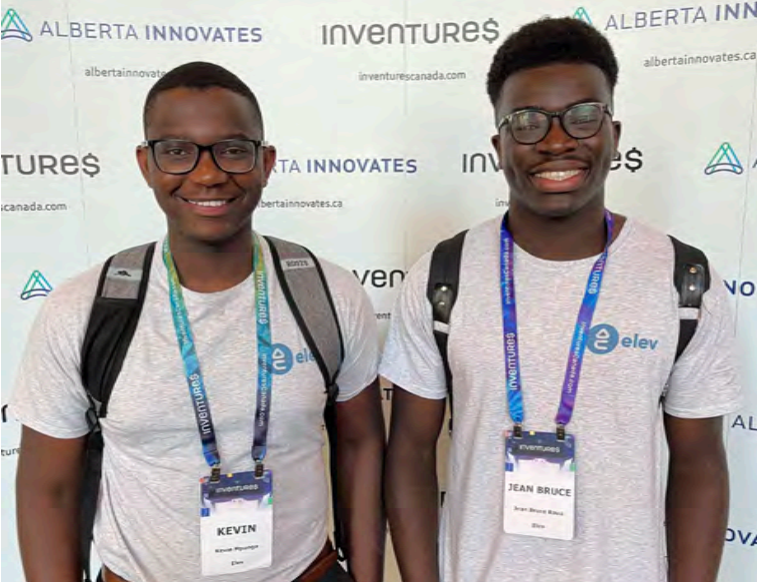
Au cours des prochaines années, ces deux entrepreneurs s'imaginent partout au Canada à la rescousse de milliers d'étudiants qui ont de plus en plus de mal à trouver des logements universitaires ou «du moins dans les grandes villes canadiennes. Et après ça, on verra», s'exclame Kevin avec une étincelle dans les yeux qui en dit long sur sa motivation. ▲



Kevin Mpunga et Jean Bruce Koua faisant la promotion de leur jeune entreprise Elev devant un jury. Crédit : Courtoisie



À Calgary, le pitch d'Elev a obtenu la première place dans la catégorie «étudiant». Très fier, Kevin Mpunga reçoit son prix. Crédit : Courtoisie



Kevin Mpunga et Jean Bruce Koua lors de la conférence Inventure\$ organisée par Alberta Innovates. Photo : Courtoisie



LE CHOIX DE
ANDONI ALDASORO,
MAQUETTISTE DE PRESSE

Nous sommes pratiquement tous immergés, à un degré plus ou moins important, dans le maelström de l'Internet et des réseaux sociaux. Au quotidien, nous constatons leur puissance pour orienter l'opinion publique dans un sens ou dans l'autre. Connaître les implications de la désinformation ou des mensonges purs et simples qui sont diffusés est d'une importance vitale. Excellent travail de Gabrielle. (Article paru sur le 9 février 2022)



↑ Crédit : Yoav Aziz, Visuals - Unsplash.com / Andoni Aldasoro Rojas

QUAND LA DÉSINFORMATION RENFORCE LES CROYANCES RACISTES

Mouvements antivaccins, théories du complot, dérives sectaires... Bien qu'elle ne constitue pas un phénomène nouveau, la désinformation de la population canadienne semble s'être exacerbée lors de la pandémie de COVID-19. Des chercheurs de l'Ouest s'attaquent maintenant aux répercussions potentielles que cette désinformation peut engendrer lorsqu'elle vise les minorités visibles, notamment sur la croissance de l'intolérance et de gestes racistes au pays.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



« AVANT QUE QUELQU'UN PASSE DES CROYANCES D'INTOLÉRANCE À DES ACTES INTOLÉRANTS VIOLENTS, IL Y A QUAND MÊME UN ÉLÉMENT DE RADICALISATION QUI DOIT S'OPÉRER DANS L'ESPRIT DES GENS. »
Jean-Christophe Boucher

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Depuis plus d'un an, une équipe de chercheurs de l'Université de Calgary mène un ensemble de projets liés à la désinformation et la mésinformation. Au terme de leur plus récent sondage dont l'objectif était de «mesurer le niveau de désinformation des Canadiens», le politologue Jean-Christophe Boucher dit avoir été estomaqué de constater que 30% des Canadiens adhèrent à la théorie du grand remplacement. Cette théorie «associée aux mouvements [xénophobes] de l'extrême droite» repose sur l'idée que «le gouvernement tenterait activement de remplacer la population blanche dans la société» par une masse d'immigrants racisés. «Ce qu'on voit, c'est qu'il y a une proportion assez importante de Canadiens qui, sur des questions d'enjeux sociaux clés comme la place de la communauté racisée et immigrante au sein du pays [...], adhère à des mouvements complotistes», laisse entendre le professeur adjoint à l'école des politiques publiques de l'Université de Calgary. Ces statistiques sont d'autant plus inquiétantes que le sondage a permis d'interroger jusqu'à 2500 individus répartis dans chacune des provinces canadiennes. «On a vu gros. Généralement, ça prend juste 1000 personnes pour [obtenir] un sondage représentatif», explique Jean-Christophe Boucher.

DE LA PAROLE AUX GESTES
Si une portion de la population canadienne s' imagine réellement être victime de cette théorie du grand remplacement, le chercheur convient que cela peut générer de l'intolérance envers les communautés racisées. «Ce n'est pas complètement farfelu de penser que cette relation causale existe», suggère le politologue. Il insiste, «dans la mesure où les gens ont des interprétations erronées ou une incompréhension sur ces enjeux-là, ça motive au moins une partie de leurs discours haineux».

La désinformation aurait donc le potentiel de renforcer les propos à teneur raciste. Cependant, clarifie Jean-Christophe Boucher, il demeure difficile d'établir un lien direct entre la désinformation et les

EN 2021,
CE SONT
3360
CRIMES HAINEUX
QUI ONT ÉTÉ
DÉCLARÉS À
LA POLICE



« AU FINAL, LES GENS SONT INDUITS EN ERREUR ET ÇA RENFORCE LES STÉRÉOTYPES. »
Mamadou Ka

Pour plus d'information :
• Statistiques sur les crimes haineux au Canada : bit.ly/40wj4JQ
• Projet de recherche de l'AJFAS : bit.ly/3DxRnGA

GLOSSAIRE
ÊTRE POLARISÉ
Avoir des idées ou opinions extrêmes

gestes haineux. «Avant que quelqu'un passe des croyances d'intolérance à des actes intolérants violents, il y a quand même un élément de radicalisation qui doit s'opérer dans l'esprit des gens», admet le chercheur.

Cette radicalisation s'effectue lorsque les gens sont «**polarisés**» et qu'ils commencent à s'ancrer dans des communautés restreintes où leurs perceptions sont constamment «validées» à l'intérieur d'une chambre d'écho, explique-t-il. L'isolement social qui se crée limite alors la portée de l'information extérieure «qui pourrait contredire leurs croyances». Dans ces circonstances, «les gens passent aux actes beaucoup plus facilement».

Néanmoins, il semble pertinent de noter que les crimes haineux sont en hausse au Canada depuis 2019, année où 1951 cas ont été recensés au pays. En 2021, ce sont 3360 crimes haineux qui ont été déclarés à la police, ce qui équivaut à une hausse de 72% par rapport à 2019.

UN RACISME PLUS «SUBTIL»
De son côté, le professeur à l'Université de Saint-Boniface, Mamadou Ka, estime que la désinformation envers les minorités visibles peut aussi mener à des formes de racisme plus subtiles et indirectes. «C'est à travers des micro-agressions et le renforcement des stéréotypes et des images préconçues que la désinformation

va s'exprimer le plus à mon avis», analyse le politologue et spécialiste en éducation, leadership et gestion de la diversité.

Mamadou Ka vient d'ailleurs d'entamer une recherche qui analysera les répercussions de la désinformation sur les personnes noires francophones d'Edmonton et sera menée de concert avec l'Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society (AJFAS). D'après les recherches préliminaires du chercheur, les médias traditionnels tout comme les médias sociaux envoient des messages médiatiques «subtilement racistes qui renforceraient les stéréotypes racistes au sein de la société».

Il faut cependant faire la nuance entre la mésinformation, qui peut survenir à l'intérieur des salles de presse malgré la bonne foi des journalistes, et la désinformation, qui a cours de manière «vaste, extrême et peu balisée» sur les médias sociaux, admet Mamadou Ka. On peut entendre par mésinformation «la propagation d'informations fausses ou trompeuses». Pour les journalistes, indique-t-il, cela se traduira par l'utilisation de «mots inexacts» ou jugés «péjoratifs» qui contribuent à «renforcer les stéréotypes sur les minorités».

La désinformation, elle, bien au contraire, est toujours délibérée. «Il y a un élément d'intention, explique Jean-Christophe Boucher. On utilisera de l'information fausse ou trompeuse à des fins de désinformation, c'est-à-dire qu'on essaiera de tromper les gens de manière volontaire», ajoute-t-il. Mais, selon Mamadou Ka, bien que la désinformation soit un phénomène plus inquiétant, le résultat demeure le même. «Au final, les gens sont induits en erreur et ça renforce les stéréotypes», affirme-t-il.

DES SOLUTIONS POUR ENRAYER LA DÉSINFORMATION

Le spécialiste en éducation, leadership et gestion de la diversité se montre toutefois optimiste. Au terme de son projet de recherche, il aimerait doter les jeunes de certains outils «pour qu'ils puissent se prémunir contre la désinformation», dit-il. Selon lui, la seule et «réelle» réponse à la désinformation «passe par l'éducation».

De son côté, Jean-Christophe Boucher souhaiterait voir le Canada baliser la désinformation au niveau légal afin d'empêcher «les gens de produire systématiquement de l'information fausse ou trompeuse». Il précise toutefois que la liberté d'expression doit être prise en compte pour éviter «qu'on ne se retrouve pas dans un environnement politique ou social où on fait de la censure». ▲



Gouvernement
du Canada



Government
of Canada

INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À TSUU T'INA NATION

NUMÉRO DE DOSSIER : 81002494

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 17 août 2023, concernant la disponibilité de locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Tsuu T'ina Nation, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1^{er} janvier 2026.

Pour voir la version intégrale de cette invitation et y répondre, veuillez visiter <https://canadabuys.canada.ca/fr/occasions-de-marche> ou communiquer avec Andy Musgrave au 780-862-8744 ou à andy.musgrave@tpsgc-pwgsc.gc.ca.





SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT
POUR RÉSIDENTS PERMANENTS

CONSEILS, RESSOURCES,
FORMATIONS.

LE DÉMARRAGE D'ENTREPRISE
N'AURA PLUS DE SECRETS
POUR VOUS!

Contactez-nous dès
maintenant pour prendre
rendez-vous avec l'un de nos
conseillers : info@lecdea.ca.





LE CHOIX D'ÉTIENNE HACHÉ, CHRONIQUEUR

En relisant cet article, il m'est venu à l'esprit la thèse de Max Weber dans «La profession et la vocation de savant» (1919) au sujet des dégâts de la rationalisation croissante dans le monde moderne. Pour Weber, celle-ci a imprégné l'économie, le droit, la politique et même la religion. Mais le sociologue ne croit pas que la rationalité permette à l'homme de mieux vivre. Le monde est devenu si complexe qu'aujourd'hui personne n'a la moindre idée du nombre de processus nécessaires pour produire un téléphone portable par exemple. Ainsi, le monde du travail, qui est devenu très complexe, est aussi devenu un lieu difficile à vivre, voire inadéquat pour se réaliser pleinement comme individu. Le rationalisme repose sur la conviction que l'on peut donner un sens à son travail. Est-ce encore vrai de nos jours? Rien n'est moins sûr. Je ne sais pas si Gabrielle serait d'accord avec moi pour substituer à l'intuition les sentiments. Chose certaine, les sentiments permettent un retour sur soi afin de mieux se connaître et ainsi se projeter dans le temps. Merci beaucoup à Gabrielle pour cet article très suggestif et en parfaite adéquation avec mes réflexions actuelles sur l'importance des sentiments comme des attributs humains enchanteurs susceptibles d'éclairer nos choix et nos décisions...

(Article paru le 29 mars 2023 sur notre site web : lefranco.ab.ca)



↑ Annie Peyton a invité l'assistance à se dégourdir sur de la musique pendant sa conférence. Photo : Seren Ornek

L'INTUITION, L'INGRÉDIENT QUI A LE POUVOIR DE CHANGER LE MONDE DU TRAVAIL

La conférencière et psychosociologue Annie Peyton était de passage à Calgary pour encourager les gens d'affaires et les entrepreneurs franco-albertains à sortir de leur zone de confort et à faire plus de place à leur intuition. D'un bout à l'autre du pays, cette conférencière québécoise a entamé une petite révolution pour transformer le milieu des affaires et créer une nouvelle génération de leaders intègres, bienveillants et authentiques.



\$ ÉCONOMIE

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



ON A TOUS DES PENSÉES LIMITANTES, SOIT PARCE QU'ON A PEUR D'ÊTRE JUGÉS, QU'ON MANQUE DE CONFIANCE OU QU'ON SE SENT [COMME UN] IMPOSTEUR.»

Annie Peyton



GLOSSAIRE

GESTICULER

Bouger beaucoup



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Invitée par le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA), Annie Peyton a mis peu de temps pour déstabiliser le public réuni à Plateform Calgary le 8 mars dernier. «Je vous sens endormis, allez tout le monde debout, on n'arrête pas de bouger jusqu'à tant que j'arrête la musique», a lancé celle qui a œuvré dans le milieu artistique pendant deux décennies.

Le but de l'exercice : aider les participants à prendre conscience de leur ego, ce discours intérieur qui agit comme un «chien de garde» en poussant les humains à «tout rationaliser» et en les empêchant de lâcher leur fou. «On a tous des pensées limitantes, soit parce qu'on a peur d'être jugés, qu'on manque de confiance ou qu'on se sent [comme un] imposteur», résume la psychosociologue.

Les participants, d'abord perplexes, ont rapidement pris goût à l'exercice. Quelques minutes plus tard, essoufflés d'avoir autant gesticulé et le sourire encore accroché aux lèvres, ils ont repris place sur leur siège avec entrain. Une énergie nouvelle flottait dans la salle. La fatigue et la gêne s'étaient dissipées pour laisser place à la jovialité et l'ouverture.

«Quand je vois une audience comme celle-là, ça me touche vraiment parce que c'est le plus beau que je peux trouver», confie Annie.

DES TRUCS POUR ACCÉDER À SON INTELLIGENCE INSTINCTIVE

La conférencière explique que l'ego, qui est issu de l'hémisphère gauche de notre cerveau, est absolument nécessaire puisqu'il «nous garde en sécurité» et permet à chacun «de faire preuve d'intellect et de logique». Mais cette rationalité poussée à l'extrême peut agir comme un «leader négatif» et «masquer la voix de notre intuition», une faculté qui permet aux humains d'être créatifs et spontanés.

«Pour challenger notre ego ou notre esprit rationnel, il faut sortir de notre zone de confort et avoir du plaisir comme avec l'exercice de danse», explique Annie. En consultation, elle propose d'ailleurs à ses clients d'intégrer des activités inusitées à leur routine. «Ça permet d'occuper notre chien de garde interne à autre chose et, pendant ce temps-là, on fait preuve de beaucoup plus d'ouverture et de créativité.»

Les gens peuvent aussi augmenter leur réceptivité à l'intuition en passant du temps dans la nature, en stimulant leurs cinq sens ou en se connectant davantage à leurs émotions. «L'idée, c'est de se reconnecter à soi, à sa voix authentique, pour être le plus près possible de ses aspirations. Il n'y a rien de plus puissant que d'être authentiquement soi-même.»

Avis aux sceptiques, si l'intuition a été longtemps rangée dans la même case que la sorcellerie, cette faculté a depuis été étudiée de fond en comble par des neuroscientifiques, note la psychosociologue. Elle est décrite comme une forme d'intelligence très puissante que tout le monde possède sans nécessairement l'utiliser.

ÉCOUTER SA BOUSSOLE INTÉRIEURE... MÊME AU TRAVAIL

Dans le monde du travail, fortement dominé par les chiffres et la rationalité, l'intuition a encore plus de chances d'être mise de côté, notamment au profit de la productivité, prévient Annie Peyton. Une façon de faire désuète, car elle déconnecte les travailleurs de leurs besoins et nuit à leur efficacité, «ce qui est peut-être très souffrant», raconte-t-elle.

Et «c'est comme ça qu'on en arrive aux épuisements professionnels, aux troubles de l'anxiété et la démotivation», s'indigne-t-elle. Elle insiste alors sur ce besoin de se reconnecter à l'essentiel.

Lorsque l'intuition est employée par des collaborateurs, elle peut offrir de fiers services aux entreprises en imaginant des réponses et des solutions hors de la logique habituelle, un principe clé lié à l'innovation. Penser différemment pour obtenir des résultats différents.

Bien qu'elle ait été témoin de changements de mentalités «majeurs» dans divers milieux de travail au cours des dernières années, Annie estime que le chemin est encore long pour valoriser l'intuition au travail dans sa globalité. Pourtant, tout le monde en sortirait gagnant.

«Les entreprises ont besoin de gens qui ressentent, de décideurs intuitifs qui valorisent le courage et contribuent au bien-être de leurs employés, toutes les compagnies gagnent à s'ouvrir à ça. En retour, leurs employés seront plus créatifs et efficaces au travail», analyse-t-elle.

SUIVRE SON INTUITION... JUSQU'À LA DÉMISSION

Début 2015, Nancy Mbatika est en congé de maladie et fait face à un mur : retourner à son poste d'agente de bord qui lui assure un revenu stable ou se lancer dans le vide. À la suite d'un «concours de circonstances», décrit par Annie Peyton comme «une série de synchronicités», elle atterrit dans le bureau de la psychosociologue.

«Je ne la connaissais pas, mais dès qu'elle a ouvert la porte, j'ai eu l'impression que c'était une amie de longue date», se remémore Nancy. Au fil des consultations, elle sent l'épais brouillard d'incertitudes qui l'entoure se dissiper peu à peu. «C'était comme si je discutais à voix haute avec quelqu'un qui calmait toute la portion rationnelle de mon cerveau.»

«J'avais de l'incertitude financière et je sentais que je n'avais pas la légitimité pour mener à terme un projet. En gros, je manquais de confiance», ajoute-t-elle. C'est en calmant son discours intérieur que l'ancienne agente de bord a «un gros déclic». «Tout est devenu clair», raconte-t-elle.

Inspirée par un livre fait maison, écrit par ses grands-parents, qui résume l'histoire de leur rencontre, Nancy explique donc à la psychosociologue qu'elle rêve d'offrir un espace à tous les aînés pour qu'ils puissent se raconter. «Une idée extraordinaire», répond Annie, qui l'encourage à aller de l'avant.

Un mois plus tard, Nancy a déjà couché sur papier le premier jet de ce qui deviendra *Chroniques d'une femme en or : votre histoire*, un livre questions-réponses qui permet aux femmes de 50 ans et plus de se raconter.

MANIFESTER SON RÊVE

Sauf que les défis continuent pour Nancy. Elle cherche désormais à faire publier son manuscrit et essuie coup sur coup le refus de près d'une trentaine de maisons d'édition. «Je croyais en mon projet, mais là, je n'avais pas d'argent, pas de modèle d'affaires...» Elle se sent alors découragée.

Annie l'incite à continuer ses recherches. «À la blague, elle me disait d'imaginer mon livre avec le sceau coup de cœur de Renaud-Bray», mentionne Nancy en faisant référence à ce réseau de librairies francophones.

Contre toute attente, quelques jours plus tard, elle trouve une compagnie qui se spécialise dans l'accompagnement d'auteurs autoédités et fait imprimer son manuscrit. La suite relève de l'incroyable; Renaud-Bray lui en commande quelques centaines de livres et il se voit assorti du fameux sceau «coup de cœur».

Aujourd'hui, Nancy Mbatika a troqué l'uniforme d'agente de bord pour se consacrer à sa passion : donner du sens et de l'importance à l'histoire des personnes âgées. En plus de publier ses livres, elle offre, entre autres, des ateliers pour encourager les aînés à partager leur sagesse.

«Si Annie m'avait dit dès la première rencontre : lâche ta job et écris un livre, je serais sortie de son bureau en courant», s'amuse l'autrice. ▲



LE CHOIX DE ARNAUD BARBET, RÉDACTEUR EN CHEF

La republication de ce texte est un petit clin d'œil à son auteur, Isaac Lamoureux qui, tout au long de sa collaboration au sein du journal, a essayé tant bien que mal de faire vivre la langue de ses aïeux. Cet article exprime à la fois le confort des jeunes écoliers franco-albertains de Falher, mais aussi la fragilité de l'éducation francophone en milieu minoritaire en Alberta et l'importance de garder l'œil ouvert face aux gouvernements provinciaux qui se succèdent. C'est une lapalissade de dire que l'éducation en français est un pilier de notre communauté, mais, de toute évidence, elle semble parfois oubliée.

(Article paru le 15 septembre 2022)



↑ Élise Tanguay, nouvelle directrice de l'école Héritage, est ravie de retrouver ses élèves. Crédit : Courtoisie

LES ÉCOLES DE FALHER SONT FORTEMENT LIÉES À LEURS RACINES FRANCOPHONES



IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

Bien que Falher porte le nom d'un missionnaire français, elle est d'abord connue pour être la capitale du miel au Canada. Et pourtant, sa forte communauté francophone est bien représentée dans ses deux écoles. L'école **Héritage** (francophone) et l'école **Routhier** (anglophone et immersion française) permettent le renforcement de la communauté francophone. Mais malgré une augmentation récente du financement, certains craignent que la francophonie soit toujours en danger.

Falher ne compte que deux écoles qui ont néanmoins un lien fort avec la communauté francophone locale. L'école Héritage accueille des élèves francophones de la prématernelle à la 12^e année. Gérée par le Conseil scolaire du Nord-Ouest (CSNO), elle «voit son nombre d'étudiants augmenter d'environ 1 à 2% par an», dit Brigitte Kropielnicki, la directrice générale du CSNO. Malgré le fait que l'école ait près de 155 élèves, la fréquentation n'est pas encore suffisante «pour avoir un directeur adjoint», regrette la nouvelle directrice, Élise Tanguay. Elle peut tout de même compter sur l'aide de l'ancienne directrice, Nicole Walliser, qui est de retour à l'enseignement en salle de classe. À quelques rues de là, l'école Routhier, qui partage un conseil d'école commun avec l'école Georges P. Vanier, située à Donnelly, offre des services de la petite enfance à la 6^e année. Elle propose une scolarité en anglais et en immersion française. La moitié de ses 170 élèves la font en français.

LA SYMBIOSE ENTRE LES ÉCOLES FRANCO-PHONE ET D'IMMERSION FRANÇAISE
Bien qu'il s'agisse de deux entités complètement distinctes, gérées par deux conseils scolaires différents, les deux écoles de Falher se complètent. De nombreux élèves fréquentent

même l'école Routhier en début de scolarisation avant de rejoindre l'école Héritage. Élise Tanguay explique que l'inscription à l'école Héritage est en lien avec la *Charte canadienne des droits et libertés*. Alors si l'enfant n'a pas un parent ou un grand-parent francophone, la famille doit «faire une demande à notre Conseil ou à la directrice générale, expliquant pourquoi ils veulent envoyer leur enfant à l'école francophone». Alors que la fréquentation augmente lentement, il est toujours difficile de trouver des enseignants. Mme Kropielnicki explique que souvent, les personnes qui viennent travailler dans la région sont elles-mêmes natives de celle-ci. «Quand les jeunes reviennent dans la région, ils sont avec leur famille. C'est certain qu'ils veulent vivre l'expérience d'aller en ville et tout, mais à un moment donné, on est bien dans le nord-ouest.» Elle assure que c'est tout de même une belle place pour élever des enfants et confirme qu'ici, la communauté francophone est vivante.

L'EMPRISE DE LA PANDÉMIE SUR L'APPRENTISSAGE
À cause de la pandémie, certains parents **craignent** que leurs enfants aient pris du retard dans leur scolarité. La directrice générale du

CSNO mentionne qu'«il ne faut pas oublier qu'il y a toujours un retard, qu'il y ait une pandémie ou pas : durant l'été, les élèves oublient. C'est normal. Cela existe depuis la création des vacances d'été». Elle explique d'ailleurs que les enseignants font un profil de classe pour voir où en sont leurs élèves et ainsi pouvoir mieux les aider. Brigitte Kropielnicki ajoute que dans les derniers mois de la pandémie de COVID-19, «nous avons besoin d'un peu plus d'appui». Le fonds, par le biais d'une subvention d'équivalence francophone actualisée récemment mise en œuvre par le ministère de l'Éducation, sont là pour appuyer les conseils scolaires francophones et leurs écoles.

LONGUE VIE À LA FRANCOPHONIE!
Le modèle financier le plus récent, introduit en 2020 par Jason Kenney, donnait aux conseils scolaires franco-phones 250 \$ par élève. Heureusement, la Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta (FCSFA) a récemment réussi à faire passer ce plan à 5 millions de dollars pour l'année scolaire 2022-2023. Cela équivaut à une subvention de 612,46 \$ par élève francophone de la maternelle à la 9^e année et de 673,71 \$ par élève de la 10^e à la 12^e année. Cela correspond à peu près à ce qu'elle était en 2019, soit 624,24 \$ par élève. Tanya Saumure, présidente de la Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta (FCSFA), déclare que l'organisme «accueille favorablement l'annonce d'un ajustement du financement des écoles afin de mieux répondre aux besoins des élèves francophones de la province». Mme Kropielnicki estime d'ailleurs que ce financement reconnaît le besoin des écoles francophones de fonctionner de la même façon et équitablement avec celles de la majorité linguistique. «Le gouvernement provincial a reconnu cette différence-là. Pour le CSNO, ça nous aide à maintenir les services en place.» Elle rappelle que le financement qui a été donné il y a deux ans n'était réellement pas suffisant. Elle ajoute, «si vous me demandez si c'est suffisant, et bien non. Il y a toujours de la place à l'amélioration. Mais cela ne concerne pas simplement les francophones, c'est tout le monde qui en a besoin.»

Élise Tanguay est moins optimiste, «la francophonie est en danger depuis ses débuts». Pour elle, il est beaucoup plus facile de s'intégrer dans la communauté anglophone. Elle déclare que pour vivre en français, c'est un effort constant. «C'est une décision consciente et c'est un désir», dit-elle. Malgré cela, «on a encore une communauté très vivante. C'est beau chez nous!» ▲



«IL NE FAUT PAS OUBLIER QU'IL Y A TOUJOURS UN RETARD, QU'IL Y AIT UNE PANDÉMIE OU PAS : DURANT L'ÉTÉ, LES ÉLÈVES OUBLIENT.»

Brigitte Kropielnicki

Le Conseil scolaire Nord-Ouest (CSNO) gère trois écoles : l'école des Quatre-Vents à Peace River, l'école Nouvelle Frontière à Grande Prairie et l'école Héritage à Falher. Celles-ci accueillent respectivement 100, 180 et 155 élèves de la maternelle à la 12^e année. Depuis 2011, des programmes de prématernelle sont offerts dans chacune des trois écoles, pour un total de 60 enfants d'âge préscolaire. Pour en savoir plus sur l'histoire du Conseil scolaire Nord-Ouest : bit.ly/3TXvtTO



GLOSSAIRE

CRAINdre
Avoir une réaction de retrait ou d'inquiétude face à quelque chose



ISAAC LAMOREUX
JOURNALISTE



CONGRÈS ANNUEL de la francophonie albertaine

Devenez partenaire du Congrès annuel de la francophonie albertaine 2023.

13 et 14 octobre 2023, Hôtel le Matrix à Edmonton

acfa.ab.ca/congres-2023



AVIS DE DÉCÈS

Hélène Lavoie
(née Girard)
1938-2023



À Edmonton, le 13 juillet 2023, Mme Hélène Lavoie, épouse de Léon Lavoie, est décédée à l'âge de 85 ans. Elle laisse dans le deuil son mari, ses quatre enfants et 10 petits enfants:

Réjean (Keri) Lavoie; Stéphane (Anna), Danika (Justin) et Jérémie Carole (Dan) de Melo ; James et Matthew Linda (Jeff) Lavoie-Markwart ; Janelle et Luke Chantal (Joëlle) Lavoie-Michaud ; Julien, Sara et Annick

La célébration de vie a eu lieu vendredi 28 juillet 2023 à 10h30 à la paroisse Saint-Thomas-d'Aquin, 8410 – 89^e rue, Edmonton, Alberta. L'inhumation aura lieu plus tard au cimetière de Saint-Isidore, Alberta.

Hélène est née à St Ambroise, Chicoutimi, Québec, le 16 mai 1938. Elle était la deuxième de 9 enfants. Elle a déménagé à St Isidore, Alberta en 1955 à l'âge de 17 ans. Elle appelle ce voyage dans l'ouest, son grand voyage vers l'inconnu. Une fois dans l'ouest, elle a complété ses études secondaires au couvent à McLennan en Alberta et est ensuite retournée au Québec pour étudier en enseignement.

Par la suite, elle est retournée enseigner à la petite école à St Isidore en septembre 1957. Elle a connu une longue carrière en enseignement et a enseigné à McLennan/ Grouard, Falher et Peace River. Hélène est aussi entrée chez les Miliciennes du Rosaire, quelques années. En 1967, elle épousa Léon. Ils ont eu 4 enfants. Hélène décrit sa vie à élever ses enfants en campagne à St Isidore comme heureuse et paisible. Elle a découvert son amour du jardinage et chaque année elle faisait un grand jardin.

Hélène avait toujours à cœur ses passe-temps qui la passionnaient; la danse, la musique, les voyages et bien sûr l'implication communautaire. Entre autres les **scouts** de Saint-Isidore pendant plusieurs années et en 1978, avec Véronique Lavoie, elle a commencé la troupe de danses folkloriques Plein Soleil à Saint-Isidore. Elle a été **directrice et organiste de chant pour la paroisse** et a aussi été présidente du **Carnaval**

de Saint-Isidore pour une année et l'organisation des ducs et duchesses du Carnaval. De plus, Hélène a travaillé avec détermination pour la **mise sur pied des écoles francophones**.

En 1994, Hélène et Léon déménagent à Edmonton pour se rapprocher de leurs enfants et petits-enfants. Hélène s'est impliquée avec la **Fondation Fernando-Girard** fondée par les membres de la famille pour honorer l'œuvre de ce dernier, dans le domaine coopératif et économique. Hélène en a été présidente de 1997 à 2001.

En 1995, avec son frère Réal Girard, elle s'est impliquée à l'écriture du livre, **Tout pour Tous** (histoires et témoignages de l'implication de Fernando Girard). Hélène a mis sur pied un **groupe de danse en ligne** pour les aînés et a fait partie de la **chorale de la Faculté Saint-Jean** sous la direction de Laurier Fagnan. Elle a été bénévole et ensuite **présidente de la FAFA**. En tant que présidente, Hélène a facilité la mise sur pied de la **chorale Mélodie d'Amour** à Edmonton, et la mise sur pied d'une troupe de Théâtre pour Aînés, **Ensemble des Sages** autrefois Les Étoiles argentées. Jusqu'à ce jour Hélène était toujours impliquée avec la chorale Mélodie d'Amour. Elle a reçu le Prix de l'aîné de l'année (FAFA) en 2001. En mars 2008, elle et Léon ont créé un **fonds de dotation** avec **La Fondation franco-albertaine**, qui offre des bourses pour les étudiants qui étudient en français dans le domaine de la santé.

Hélène et son mari ont beaucoup voyagé : au Mexique, en Turquie, en Tunisie, en Espagne, en Terre saintes, au Portugal, en Alaska, à Reno, à Las Vegas, et ont effectué une croisière dans les Caraïbes.

Au-delà de tout, on se souviendra d'Hélène pour son dévouement inlassable à sa famille et à sa communauté.

*Merci maman, grand-maman, pour ton amour,
ta force inébranlable et pour ta présence constante.
Nous t'aimerons toujours !*

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST
wired wireless

Dr Claude Boutin

B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire



Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1



CANADA PLACE
DENTAL

www.downtowncanadaplacedental.com

Nous offrons les services suivants :

Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique, Blanchissage des dents, Remplissage en céramique, Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite
Blanchissage de dents **GRATUITS** pour les nouveaux patients

Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadel
9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6
Stationnement remboursé



Dr. Marc Coulombe, dentiste

Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

LE FRANCO

AVIS AUX ABONNÉS

JUSQU'AU 6 SEPTEMBRE 2023 AU MINIMUM, VOTRE JOURNAL SERA EXCLUSIVEMENT DIFFUSÉ EN VERSION NUMÉRIQUE PAR COURRIEL.

MERCI DE NOUS CONTACTER DANS LE CAS OÙ VOUS N'AURIEZ PAS REÇU VOTRE COPIE NUMÉRIQUE À RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

Le retour de la
Zone Franco!

accent

Inscrivez-vous dès maintenant pour obtenir une présence dans les Congrès des enseignants.es 2024 à prix réduit.

www.accentalberta.ca

[accentalberta](#) [accentalberta](#) [accentalberta](#)



LE CHOIX DE **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**,
RÉVISEURE

J'ai choisi cet article tout d'abord, car il démontre la vitalité de notre francophonie albertaine même au creux des montagnes Rocheuses. Les ACFA régionales sont des acteurs essentiels dans la transmission de la langue française et de la promotion de la culture francophone d'ici et d'ailleurs. Sans le travail acharné de ces employés et bénévoles à nous réunir, que ce soit pour une célébration, un spectacle ou une séance d'information, nombre d'entre nous se retrouveraient encore plus isolés, ignorant la présence réelle et forte de la francophonie en terre albertaine, et sujets à l'assimilation. J'ai aussi choisi ce texte, car j'ai eu un véritable coup de cœur pour cette nouvelle plume, celle de Gabrielle Audet-Michaud, qui réussissait à me transmettre non seulement de l'information, mais aussi des émotions. Après la lecture de ce petit article, aux abords bien banals, je regrettais presque de ne pas vivre à Canmore et d'avoir participé à cette activité. Chapeau à l'ACFA régionale de Canmore! Merci Gabrielle!

(Article paru le 24 novembre 2022)



↑ Geneviève Poulin et Gabriel Daneau (ACFA régionale), Sylvie Grégoire (propriétaire du restaurant) et Marie-Soleil Brien chantent en fin de soirée. Crédit : Courtoisie

KARAOKÉ À CANMORE : LES COMMUNAUTÉS UNIES À TRAVERS LES RYTHMES DE LA FRANCOPHONIE

Les Trois Accords, Kaïn, Francis Cabrel, Céline Dion... Plus d'une vingtaine de citoyens francophones de Canmore se sont réunis le 10 novembre dernier pour revisiter leurs classiques lors d'un karaoké organisé par l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Canmore-Banff. En cette Semaine nationale de l'immigration francophone, l'occasion était parfaite pour que les participants célèbrent leur langue à travers la musique.

Les tables et les chaises étaient disposées contre les murs lorsque les premiers invités se sont engouffrés Chez François sur le coup de vingt heures. Ce restaurant fondé par Jean-François Grouin et Sylvie Grégoire, il y a plus de trois décennies, se spécialise dans l'offre de déjeuners-dîners. Véritable institution à Canmore, l'établissement est devenu un pilier pour la communauté francophone de la région puisqu'on peut y être servi en français.

En vue de la soirée, un écran géant trônait au fond du restaurant et deux haut-parleurs répandaient dans le reste de la salle à manger un morceau de Malajube, défunt groupe de rock québécois. Dès leur arrivée, les adeptes de karaoké se sont salués chaleureusement en se faisant une accolade et en se serrant la main. Certains se connaissaient, d'autres pas, mais qu'importe. La soirée allait bientôt prendre des allures de réunion familiale.

Une fois tous les participants assis sur leurs chaises, Monique Tougas s'est emparée du microphone. La Franco-Albertaine d'origine montréalaise a brisé la glace en interprétant avec justesse un morceau de Led Zeppelin.

Parce que oui, bien qu'il s'agissait d'un karaoké organisé pour faire rayonner la francophonie, le coordonnateur événementiel de l'ACFA régionale, William Prince-Dufort, a souvent rappelé le mot d'ordre de la soirée : «on est ici pour s'amuser ensemble, peu importe la langue».



↑ Marie-Soleil Brien interprète une chanson de Fouki en bonne compagnie. Crédit : Courtoisie

Cette invitation, Monique Tougas l'a embrassée à bras ouverts. «Moi, je parle franglais, raconte-t-elle, le sourire en coin. Je me sens toujours comme une outcast. I don't fit in, you know?» La femme à la chevelure grisonnante hésite un instant avant de reprendre : «Sauf qu'ici, on essaie d'inclure tout le monde et ça me fait plaisir».

DES CHOIX MUSICAUX VARIÉS
Lors d'une entrevue, William Prince-Dufort a expliqué sa fierté de voir rayonner une francophonie «plurielle» à travers cette soirée karaoké. «On a bien vu la diversité dans les chansons qui ont été chantées, mentionne-t-il. On a entendu des chansons francophones de France, du Québec, du Maroc...», énumère le coordonnateur événementiel.

Une fois les dernières notes de Led Zeppelin achevées par Monique Tougas, le registre musical a changé drastiquement. Deux participants se sont avancés vers le milieu de la pièce pour interpréter un classique intemporel de Joe Dassin. Le reste de l'assistance s'est jointe au moment du refrain :



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

«Aux Champs-Élysées pala-palapa» pouvait-on entendre fredonner à droite et à gauche.

Puis, quelques minutes plus tard, c'était au tour de deux Québécois de chanter une chanson de Fouki, ce jeune rappeur né à Montréal qui récite ses textes dans un franglais fortement créolisé. «Fouki, on n'entend pas ça souvent à Canmore», lance à la blague l'enseignante Marie-Soleil Brien, quelques minutes après sa performance.

Originaire du Québec, celle qui habite dans les montagnes albertaines depuis sept ans s'est dite réjouie de voir l'ACFA régionale troquer son traditionnel potluck pour un karaoké. «C'est tellement important de soutenir notre francophonie en participant aux activités qui sont organisées pour nous, s'enthousiasme-t-elle. J'aimerais qu'il y ait davantage d'activités francophones à Canmore», ajoute aussitôt l'enseignante.

Denise Lavallée croit, elle aussi, en l'importance de tenir de tels rassemblements. «Un événement comme ce soir, ça montre à quel point notre francophonie albertaine est dynamique», note la sympathique directrice générale de l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta (AJEFA) qui était présente lors de la soirée. «Ça nous permet aussi de la célébrer tous ensemble», renchérit-elle.

UNE SOIRÉE RÉUSSIE
William Prince-Dufort s'est dit satisfait du déroulement du karaoké. Le coordonnateur événementiel a souligné le partenariat effectué entre l'ACFA régionale et le Réseau en immigration francophone de l'Alberta (RIFA) dans le cadre de la soirée.

Il a aussi salué le travail publicitaire qui a été fait en amont afin d'attirer d'autres personnes que les participants réguliers aux événements de l'ACFA régionale. «Environ 80% des personnes présentes ce soir n'avaient jamais participé à nos événements, estime-t-il. C'est une belle réussite que d'aller au-delà de nos membres "réguliers".»

À savoir si une deuxième édition pourrait être organisée, le coordonnateur événementiel de l'ACFA régionale n'en dément pas la possibilité. «Une deuxième édition? Possiblement! Nous avons tellement reçu de bons commentaires», répond-il d'un air joyeux.

William Prince-Dufort tient aussi à préciser qu'au-delà de la soirée chantante, le karaoké a eu l'avantage de rapprocher les gens. «Ce soir, on a aussi été [témoin] de belles discussions entre des personnes qui [se sont] rencontrées ou retrouvées», indique-t-il. «Deux nouveaux arrivants se sont même réjouis parce qu'ils n'avaient jamais été mis en contact avec la communauté québécoise [auparavant]», conclut-il. ▲

« ON A BIEN VU LA DIVERSITÉ DANS LES CHANSONS QUI ONT ÉTÉ CHANTÉES. »
William Prince-Dufort

« UN ÉVÉNEMENT COMME CE SOIR, ÇA MONTRE À QUEL POINT NOTRE FRANCOPHONIE ALBERTAINE EST DYNAMIQUE. »
Denise Lavallée

« ENVIRON 80% DES PERSONNES PRÉSENTES CE SOIR N'AVAIENT JAMAIS PARTICIPÉ À NOS ÉVÉNEMENTS. »
William Prince-Dufort

Pour plus d'information :
• Semaine nationale de l'immigration francophone : bit.ly/3EEDmrK
• ACFA régionale de Canmore-Banff : canmore.acfa.ab.ca

GLOSSAIRE
DÉMENTIR
Déclarer qu'un fait, un discours est faux

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **POUR CONTACTER LE JOURNAL :**
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPITRE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**
RÉVISEURE

• **GABRIELLE AUDET-MICHAUD**
JOURNALISTE
JOURNALISTECALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, ISAAC LAMOUREUX,
VÉRONIQUE VINCENT, MELKI,
VIENNA DOELL,

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com 1 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Announces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing





Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada





LE CHOIX DE
ISABELLE DÉCHÈNE GUAY,
RÉVISEURE

Avant de connaître Marie-Pierre, je connaissais ce qu'était la photographie documentaire, celle qu'on voit dans le *National Geographic* ou d'autres revues de nature et de sciences. Mais pour des photos de famille, je n'aurais jamais cru cela possible! Le travail de Marie-Pierre, je le connais bien aussi. C'est au Centre culturel Marie-Anne-Gaboury, en septembre 2000, que j'ai rencontré cette jeune femme rieuse et talentueuse. Je l'ai vue s'épanouir dans son art visuel, le graphisme et l'illustration, puis découvrir sa passion véritable pour la photo, celle qui sait capturer la réalité dans toute sa splendeur, en mouvement, en lumière et en émotions. La photo documentaire a pris tout son sens pour moi en voyant son travail, jumelé à celui des explorateurs et des photojournalistes : c'est la vraie vie sans artifice et sans compromis! C'est la vie telle que vécue par les protagonistes et la personne qui tient l'objectif!

(Article paru le 1^{er} septembre 2022)



← Grâce à ce cliché d'une maman réconfortant son enfant, Marie-Pierre Castonguay a pu remporter un prix international. Crédit : Courtoisie - Marie-Pierre Castonguay



J'AI UN GRAND FAIBLE POUR LES ENFANTS, JE TROUVE QU'ILS SONT TELLEMENT CANDIDES ET VRAIS.»

Marie-Pierre Castonguay

MARIE-PIERRE CASTONGUAY UNE PHOTOPHILE SANS FILTRE

Originaire du Québec, **Marie-Pierre Castonguay** pose ses objectifs et ses boîtiers en Alberta pour la première fois en 1999. Venue pour l'été, elle est tombée littéralement amoureuse de la province. Après avoir fondé son entreprise de graphisme et de programmation web avec son conjoint, l'artiste décide, en 2020, de se lancer vers sa véritable passion : la photographie.



PORTRAIT

La résidente de Sherwood Park se confie, «c'est en faisant des voyages que la photo a pris de la place dans ma vie. On est tellement entouré de beauté, que ce soit des personnes, des paysages, des édifices, il y a toujours quelque chose qui m'intéresse».

C'est en 2012 que Marie-Pierre a la révélation de sa vie. Avec la naissance de ses enfants, tout bascule. «J'étais contente, car cela m'a donné un coup de pouce pour pratiquer avec des personnes autres que mon conjoint et mes amis», se réjouit la maman. Elle se lance et immortalise ces nouveau-nés et bien d'autres.

«J'ai un grand faible pour les enfants, je trouve qu'ils sont tellement **candides** et vrais», avoue l'artiste. Elle décide alors d'organiser des séances photos pour les familles en studio ou de façon *lifestyle*. Un genre photographique qui met en scène les protagonistes dans des moments de la vie quotidienne. Les enfants et leurs parents sourient à l'objectif lors de promenades dans le parc, de moments ludiques, etc.



CHLOÉ LIBERGE
JOURNALISTE



↑ *Réunion matinale* a également remporté le prix du public dans la catégorie «Community» lors de l'exposition virtuelle de Documentary Family Photographers Worldwide (DFP), communauté mondiale de photographes documentaires de familles. Crédit : Courtoisie - Marie-Pierre Castonguay

UNE SÉANCE PHOTO FAMILIALE QUI S'AVÈRE PLUS ORIGINALE

Néanmoins, cette façon de faire ne satisfait pas entièrement Marie-Pierre. Elle décide de changer sa façon de travailler et de passer un jour complet au sein d'une famille, en totale immersion. La photographe s'immisce alors dans la vie du foyer pour capturer ces moments intimes. «J'aime voir les vraies interactions, toutes les émotions possibles dans une journée d'une famille», ajoute cette passionnée.

Afin de mettre à l'aise les enfants et les parents devant la caméra, l'artiste prend le temps de les rencontrer avant la séance. Elle essaie alors d'en savoir un peu plus sur leur vie et les questionne. Qu'est-ce qui est le plus important dans leur vie? Quels souvenirs souhaitent-ils se remémorer? Comment interagissent-ils?

De cette façon, lors du reportage, l'ambiance est plus détendue et Marie-Pierre sait ce qu'elle doit capturer. Le mot d'ordre est simple : l'authenticité. Pendant de nombreuses heures, le déclencheur frétille afin d'obtenir le cliché parfait, vrai et spontané. Elle revendique, «les gens essaient d'embellir souvent la réalité sur Instagram ou les réseaux sociaux. Moi, je veux montrer qu'il y a de la beauté dans cette réalité».

UNE RECONNAISSANCE PAR SES PAIRS

Son travail a porté ses fruits puisqu'en décembre dernier, elle remporte le premier prix *Birth and Beyond* dans la catégorie «Family». Une compétition internationale qui met en avant des clichés sur la thématique de la famille, de la naissance à l'enfance, en passant par la maternité.

Son portrait d'une maman qui enlace son fils après que celui-ci ait été victime d'une piqûre de guêpe a fait mouche aux yeux du jury. Marie-Pierre est très fière de cette récompense et espère familiariser le public à ce style photographique, entre portrait et journalisme.

«Quand les gens cherchent à avoir une photo de famille, cela va être plus traditionnel, ils posent bien habillés», explique l'artiste. Elle poursuit, «alors



↑ Marie-Pierre Castonguay a remporté plusieurs prix pour la beauté de ses œuvres qui capturent les moments de vie en famille. Crédit : Courtoisie - Marie-Pierre Castonguay

que peu savent que des professionnels peuvent photographier la vraie vie».

LORSQUE LA ROUTINE DEVIENT UNE ŒUVRE D'ART

L'artiste ne compte pas s'arrêter là. Elle travaille actuellement sur un projet qui met en lumière la routine matinale des femmes au cours des âges. «Je photographie 12 modèles féminins, de la naissance jusqu'à presque 100 ans», indique Marie-Pierre. Elle capture alors leur matinée, du lever au petit déjeuner et jusqu'à leur toilette.

Avec cette collection, l'artiste souhaite observer «comment la vie évolue et voir les ressemblances et différences entre les différentes tranches d'âge». L'une de ses photographies, intitulée *Réunion matinale*, a déjà été exposée à Arles, dans le sud de la France, et retransmise en ligne, cet été, lors des *Rencontres de la photographie*.

Ce cliché d'une jeune femme se coiffant tout en assistant à une visioconférence représente ce que Marie-Pierre aime mettre en avant : la beauté de la vie réelle. Elle espère, grâce à ce festival international de photographie annuel dans le sud de la France, faire connaître son travail hors des frontières canadiennes.

Marie-Pierre a aujourd'hui hâte de présenter l'intégralité de son projet de routines matinales au Centre d'arts visuels de l'Alberta (CAVA), situé à Edmonton. Le rendez-vous est pris pour 2023! ▲

Si vous êtes intéressé par le travail de Marie-Pierre Castonguay et souhaitez réserver une séance photo en famille : mariepierrephotography.com

Concours international de photographie basé aux Pays-Bas, Birth and Beyond récompense de nombreux artistes du monde entier. Pour en savoir plus : bb-awards.com

GLOSSAIRE

CANDIDE
Caractère de ce qui est spontané, innocent

LE CHOIX DE
GABRIELLE AUDET-MICHAUD,
JOURNALISTE

L'avenir de la francophonie albertaine repose en partie sur le soutien d'alliés qui s'intéressent à la langue française et encouragent son usage au sein de leurs communautés respectives. Dans cet article d'Isaac Lamoureux, nous découvrons les efforts d'un de ces leaders, en l'occurrence le président des Elks d'Edmonton qui a choisi de promouvoir activement le français sur les plateformes médiatiques de son équipe. Comme quoi le sport professionnel peut également être un espace de partage et d'épanouissement pour les francophones d'ici.

(Article paru le 13 octobre 2022)



Mike Dubuisson : «Je pense que les réseaux sociaux français vont attirer beaucoup de fans.» Crédit : Courtoisie



(De gauche à droite) Punter et Spike, les deux mascottes des Elks d'Edmonton. Crédit : Isaac Lamoureux

LES ELKS D'EDMONTON PASSENT LE BALLON AUX FRANCO-EDMONTONIENS

Le 28 septembre, les **Elks d'Edmonton** ont ouvert des comptes Twitter, Facebook et Instagram en français. Ils espèrent ainsi fédérer les fans francophones et francophiles non seulement à Edmonton, mais aussi dans tout le Canada. Les Elks montrent la voie dans une Ligue canadienne de football (LCF) enrichie par la diversité, en ayant l'espoir que d'autres équipes suivent leur exemple.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



ISAAC LAMOUREUX
JOURNALISTE



Toute l'équipe se motive avant le match. Crédit : Isaac Lamoureux

communauté que nous servons à Edmonton, ainsi qu'à l'échelle provinciale et nationale».

UN EFFORT D'ÉQUIPE POUR FAIRE AVANCER LE BALLON

Pour lancer ces nouveaux comptes sur les médias sociaux, il a fallu trouver une personne capable de s'acquitter de cette tâche. Le nom de Daniel Proulx a été mentionné par la direction. Cet enseignant, connu pour sa pédagogie au sein des Elks, a accepté. Parfaitement bilingue, il traduit dans un premier temps ce qui est mis sur les comptes de réseaux sociaux anglais et publie la version française sur les sites dédiés. C'est un travail d'équipe avec le responsable des médias sociaux de l'équipe sportive.

Mais dès la saison prochaine, les comptes francophones des Elks sur les médias sociaux commenceront à courir seuls avec le ballon. L'objectif est de travailler avec les joueurs, les écoles et les fans francophones. «On espère travailler avec la communauté francophone, pas juste en Alberta, mais dans tout le Canada», s'exclame l'enseignant avec enthousiasme.

Bien qu'il soit le seul responsable des médias sociaux pour le moment, Daniel Proulx ne travaillera plus seul. Les joueurs francophones de l'équipe joueront un rôle important. Les Elks s'appuieront sur eux et sur leur capacité à parler français pour produire du contenu en français. Evan Daum déclare avec passion «qu'il est enthousiaste à l'idée que les sept joueurs québécois de l'équipe fassent partie intégrante de notre plan de contenu pour l'avenir».

LE POUVOIR DE LA FRANCOPHONIE EN ALBERTA

Une valeur sur laquelle les joueurs de la LCF s'accordent est l'importance de la diversité. Mike Dubuisson, l'arrière défensif des Elks, dit qu'un slogan dans la LCF est «la diversité est une chose formidable».

Originaire de Montréal, il a joué au football universitaire dans sa ville natale. Il a également joué pour les Elks (Eskimos à l'époque) entre 2014-2016, les Roughriders de la Saskatchewan en 2017, et a été coupé par les Lions de la Colombie-Britannique en 2018 pendant

le camp d'entraînement. Puis, il a rejoint de nouveau les Elks avec lesquels il avait remporté sa première coupe Grey.

Il y a beaucoup de francophones en Alberta, explique l'arrière défensif, et ils «me font sentir chez moi». À l'inverse, pendant la saison qu'il a jouée pour les Roughriders, «je n'ai trouvé personne qui parlait français en Saskatchewan», raconte-t-il avec tristesse. Heureusement, à l'époque, il y avait cinq joueurs québécois dans l'équipe.

Les joueurs québécois ne sont pas étrangers à l'entraîneur principal et directeur général des Elks, Chris Jones. Mike Dubuisson sait que son directeur général connaît la qualité des joueurs qui évoluent au Québec. Celui-ci insiste d'ailleurs sur leur belle personnalité et leur éthique sportive.

PASSER LE BALLON À D'AUTRES PERSONNES QUE LES JOUEURS

L'ensemble de la direction et du personnel d'encadrement ainsi que les joueurs anglophones soutiennent la francophonie au sein de l'équipe. Mike Dubuisson assure que les joueurs francophones et anglophones s'entendent très bien. D'ailleurs, certains joueurs anglophones veulent même apprendre le français!

Quand les francophones parlent ensemble dans les vestiaires ou sur le terrain, cela **pique la curiosité** des joueurs anglophones. «Ça me fait très plaisir de leur faire savoir ce que je dis et de le traduire pour eux», dit Mike Dubuisson. D'ailleurs, il n'est pas seulement un joueur de la LCF, mais aussi un réel partisan du français langue seconde pour ses coéquipiers francophiles.

Avec ses comptes francophones sur les médias sociaux, les Elks espèrent non seulement atteindre un nouveau public, mais aussi créer de nouveaux partenariats. Pendant la semaine de la lecture *READ IN Week*, de nombreux joueurs se rendent dans les écoles anglophones pour faire la lecture en classe. Désireux de s'associer au Conseil scolaire Centre-Nord, «on veut que les joueurs francophones puissent aller aux écoles francophones pour lire aux élèves aussi», dit Daniel Proulx. «J'espère que les autres équipes de la ligue suivront ce que font les dirigeants des Elks», ajoute-t-il. ▲

«ON ESPÈRE TRAVAILLER AVEC LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE, PAS JUSTE EN ALBERTA, MAIS DANS TOUT LE CANADA.»
Daniel Proulx

«LES FRANCOPHONES ME FONT SENTIR CHEZ MOI.»
Mike Dubuisson

La présence francophone des Elks d'Edmonton sur Twitter, Facebook et Instagram débutée en septembre 2022 a été soudainement interrompue en mai 2023. L'équipe rédactionnelle du Franco désire rédiger, à la rentrée, un article de suivi pour faire le point sur la situation.

Plus d'information :
• Twitter français des Elks : [bit.ly/3Caq4As](https://twitter.com/bit.ly/3Caq4As)
• Instagram français des Elks : [bit.ly/3Cl4cCu](https://www.instagram.com/bit.ly/3Cl4cCu)
• Facebook français des Elks : [bit.ly/3edQNEEx](https://www.facebook.com/bit.ly/3edQNEEx)

GLOSSAIRE
PIQUER LA CURIOSITÉ
Susciter l'envie de comprendre ou de savoir



LE CHOIX DE ANDONI ALDASORO, MAQUETTISTE DE PRESSE

Depuis mon enfance, j'aime l'histoire. J'aime aussi beaucoup lire. Ainsi, grâce aux livres, j'ai pu découvrir différentes cultures. Dans cet article, guidés par les mots de Chloé, nous pouvons entrer dans un musée très intéressant. Les photos prises par Chloé et Arnaud, notre rédacteur en chef, nous montrent pourquoi il est important de connaître et de préserver cette partie de l'histoire de l'Alberta.

(Article paru le 23 juin 2022)



↑ Le chariot (Red river cart) utilisé lors de la marche vers l'Ouest de juillet 1874. Crédit : Arnaud Barbet

• Fondé par l'organisme sans but lucratif Fort Macleod Historical Association, le musée a été construit avec le soutien de la Gendarmerie royale du Canada. Pour en savoir plus : nwmpmuseum.com

• La Police à cheval du Nord-Ouest (PCN-O) est célèbre pour avoir mis fin au trafic du whisky et à la violence qu'il en découlait. En 1920, elle devient officiellement la Gendarmerie royale du Canada. Voici un article retraçant toute son histoire : thecanadianencyclopedia.ca/fr

À FORT MACLEOD, ON N'OUBLIE PAS SON PASSÉ!

Situés à Fort Macleod, au sud-ouest de l'Alberta, le musée du fort de la Police à cheval du Nord-Ouest (PCN-O) et le Centre d'interprétation des Premières Nations retracent l'histoire du fort original. Ouvert en 1973, le musée invite ses visiteurs à retourner dans le temps grâce à huit bâtiments et plus de 9 000 artefacts. Retour au 19^e siècle, période où la PCN-O voit le jour.

M

LE FRANCO VOUS INVITE AU MUSÉE

• La Confédération des Pieds-Noirs comprend trois nations autochtones - les Siksikas, les Piikani et les Kanai - toutes vivant en Alberta. Si vous souhaitez en découvrir davantage sur leurs modes de vie : thecanadianencyclopedia.ca/fr

GLOSSAIRE

RÉPRIMER

Empêcher une chose jugée dangereuse de se développer



CHLOÉ LIBERGE JOURNALISTE

Madeleine Langley et Kalika Thibodeau, les deux jeunes guides, se sont habillées en costumes d'époques pour l'occasion. Anciennes élèves de l'immersion française à Lethbridge, elles sont ravies de retrouver la langue de Molière le temps d'une visite.

Tout commence en 1873 par la création de la Police à cheval du Nord-Ouest (PCN-O). De l'Alberta à la Saskatchewan, en passant par le Manitoba et le Nunavut, son but était de faire respecter l'ordre et la loi.

Jusqu'en 1920, début de la prohibition aux États-Unis, la PCN-O contribue à l'arrestation de nombreux marchands de whisky américains. Un trafic de contrebande, source de violences et de conflits avec les Autochtones, notamment les nations Tsuu T'ina et Siksika de la Confédération des Pieds-Noirs.

L'exposition va alors mettre en avant le développement de la police au cours de plus d'un siècle d'existence. Ancienne appellation de la Gendarmerie royale du Canada, la PCN-O a acquis une reconnaissance mondiale pour ses différentes actions. Sandi Davis, directrice du musée, considère cette exposition comme «une expérience d'apprendre l'histoire de l'Ouest canadien».

RETRACER L'HISTORIQUE DU FORT MACLEOD

Tout commence en 1874 lorsque le chef de la PCN-O, le colonel James Farquharson Macleod, né en Écosse en 1836, construit le premier fort en son nom. Situé sur l'île homonyme, à environ 150 kilomètres au sud-est de Calgary, il s'agit du quartier général de la police. Cependant, neuf ans plus tard, la rivière Oldman déborde, obligeant le fort à être déplacé vers un terrain plus élevé.

Ce poste avancé a permis, entre autres, de réprimer le commerce du whisky florissant à l'époque puisque «l'eau-de-feu» était utilisée comme monnaie d'échange dans la traite des fourrures entre les autochtones et les colons européens d'Amérique du Nord.

La suspension de ce commerce par James Macleod lui permet d'entretenir des relations amicales avec les Premières Nations et avec Crowfoot (Pied-de-Corbeau en français), chef de la nation Siksika de la Confédération des

Pieds-Noirs. Il a été reconnu comme l'instigateur «du climat de patience, de raison et de diplomatie qui caractérisa les rapports de la Police à cheval du Nord-Ouest et de la population autochtone jusque dans les années 1890».

Au musée, la maquette du fort Macleod est exposée pour comprendre l'architecture et la vie militaire de ce lieu. Ce dernier n'a pas été construit pour les batailles ni les guerres, mais pour permettre aux officiers de suivre une formation de trois ans.

Petite anecdote : durant cette période, les officiers n'étaient pas autorisés à se marier. Et s'ils l'étaient déjà, leur famille n'était pas autorisée à venir. Seule exception à la règle : la femme et la fille du chef de la PCN-O. Cependant, cette règle changea lors de la construction du deuxième site où les familles étaient alors les bienvenues.

Dans ce petit village fortifié se trouvaient également une bibliothèque, une salle de billard et même une piste de *bowling*!

DE MULTIPLES ARTEFACTS POUR MIEUX COMPRENDRE L'HISTOIRE

Afin de mieux se plonger dans la vie de ces officiers, une chambre a été totalement reconstituée. Installées dans plusieurs comtés du Nord-Ouest, ces cabanes hébergeaient chacune un policier et son cheval afin de contrôler la zone. Une cellule de prison, avec un lit, une table et une chaise, était également présente pour arrêter les coupables.

Les galeries comprennent de nombreux objets, notamment le premier uniforme des gendarmes de la PCN-O. Ces derniers étaient alors vêtus d'une veste rouge, couleur de l'Empire britannique, afin de se distinguer du bleu des troupes américaines.

Parmi le costume, on retrouve également le couvre-chef noir. Ce chapeau original n'offrait aucune protection contre le soleil. Alors, les hommes lui trouvèrent une autre utilisation : contenir de la nourriture pour les chevaux. «Cela lui a valu le surnom de bonnet de fourrage», précisent Madeleine et Kalika, interprètes du musée.

Autre élément important de cette exposition : le chariot utilisé lors de la marche vers l'ouest de juillet 1874. Pendant deux mois, la PCN-O voyagea de Dufferin (Manitoba) jusqu'à Lethbridge (Alberta) pour arrêter des trafiquants de whisky au fort Whoop-Up, à la jonction des rivières Oldman et St. Mary, dans le sud de la province albertaine, plaque tournante du commerce illégal.

Malgré l'importance de cette mission, cette expédition a coûté cher aux forces de la PCN-O. «Quatre-vingt-trois chevaux sont morts



↑ Les guides Kalika Thibodeau et Madeleine Langley ont été heureuses de partager leurs connaissances en français et se disent enchantées de recommencer dans les prochaines semaines pour les touristes qui le souhaitent. Crédit : Chloé Liberge

de surmenage et de malnutrition et beaucoup d'hommes sont également tombés malades pendant le voyage», souligne Madeleine.

PLUSIEURS BÂTIMENTS RÉUNIS EN UN MÊME LIEU

Cependant, la visite ne s'arrête pas là. Dans la cour, d'autres bâtisses peuvent être visitées. Certaines retracent l'histoire du commerce du whisky, d'autres celles des Premières Nations. À travers plusieurs galeries, les visiteurs explorent l'histoire de la PCN-O ainsi que le rôle qu'elle a joué dans la colonisation de l'Ouest canadien.

La Britanno-Colombienne Tina Lee vient pour la première fois ici. «Des amis nous rendent visite, alors on est venu pour mieux connaître le pays et son histoire», raconte cette bilingue native de Hong Kong. Et elle n'est pas la seule! Chaque année, de nombreux touristes du monde entier viennent se renseigner sur le fort Macleod. Cependant, Sandi Davis précise qu'au cours des 24 derniers mois, il s'agissait surtout d'Albertains venus soutenir le tourisme local et régional.

«Alors, nous sommes très contents de voir que notre fréquentation a augmenté cette année avec la réouverture des frontières», poursuit la directrice du musée. Avant la pandémie, le musée du fort Macleod accueillait 15 000 personnes, un chiffre que le personnel espère retrouver pour cette saison. ▲



↑ Le musée du fort Macleod reçoit chaque année des visiteurs venant des quatre coins du monde. Crédit : Courtoisie



↑ Le costume traditionnel de la PCN-O comportait une veste rouge, un pantalon beige, des bottes cirées, mais surtout un couvre-chef militaire. Crédit : Chloé Liberge



↑ (De gauche à droite) Piet Oosterlee, Tina Lee et Erik Hammar ont aimé découvrir cette partie de l'histoire canadienne. Crédit : Chloé Liberge



↑ Durant l'été, le musée offre aux visiteurs des spectacles équestres tous les mercredis et dimanches. Crédit : Courtoisie - Images d'archives 1970

Élections 2023

Appel à candidatures pour le conseil d'administration provincial de l'ACFA

Cocréez la francophonie albertaine avec nous !

Vous avez jusqu'à 16h (HAR), le 15 septembre 2023 pour présenter votre candidature.

Le poste de présidence ainsi que 8 postes d'administrateurs et/ou d'administratrices sont disponibles pour des mandats de deux ans.

☐ Une présidence

☐ 8 administrateurs et/ou administratrices

Pour voter aux élections à l'ACFA 2023, vous devez être membre.

Seuls les membres en règle avant 16h (HAR), le 25 septembre 2023 pourront être inscrits sur la liste électorale et voter à l'élection de la présidence et des 8 postes d'administrateurs et/ou d'administratrices ouverts, advenant que plus de candidatures soient reçues.

● Pour obtenir des informations concernant votre adhésion, communiquez avec l'ACFA par courriel à adhesion@acfa.ab.ca ou par téléphone au 780.466.1680 poste 200.

● Vous pouvez également devenir membre en remplissant le formulaire en ligne à l'adresse adhesion.acfa.ab.ca.

Pour plus d'informations et obtenir le formulaire de mise en candidature :

acfa.ab.ca/elections-acfa-2023

POURQUOI J’AIME TANT LA MUSIQUE COUNTRY?



LE CHOIX D’ÉTIENNE HACHÉ, CHRONIQUEUR

Récemment, je visionnais le concert offert par Johnny Cash au Manhattan Center Full Concert en 1994. Cela m’a rappelé aussitôt ma chronique publiée en juillet 2022 que je vous propose pour relecture : «Pourquoi j’aime tant la musique country?» À cette question, je persiste à penser que toute la raison d’être de la musique country, c’est d’exprimer des sentiments (l’amour, l’amitié, la générosité, le bien...) sans lesquels notre existence serait triste et dépourvue de sens. Bonne lecture.
(Chronique parue le 7 juillet 2022, actualisée par son auteur ces derniers jours)

Art musical majeur, indémodable, éternel, le classique nous console dans les moments difficiles. Il est aussi une communion lors de nombreux événements (mariage, deuil, élection, intronisation). Mais ce n’est pas seulement qu’une simple béquille. Loin de là. Il nous donne aussi toute l’inspiration nécessaire pour imaginer et redéfinir le monde.



PAR COMPARAISON AVEC LE CLASSIQUE, PLUS ÉLABORÉ ET PLUS INTELLECTUEL, CERTAINS CONSIDÈRENT QUE LA MUSIQUE COUNTRY N’A PAS CE DEGRÉ D’INTELLIGIBILITÉ ET D’ÉLEVATION DE L’ESPRIT.»
Étienne Haché

LA MUSIQUE COUNTRY ET SES NOMBREUX COURANTS ET DÉRIVATIONS OFFRENT UN TEMPS POUR SE RETROUVER COMME DANS UNE GRANDE FAMILLE.»
Étienne Haché

Étienne Haché est philosophe et professeur de Lettres / Philosophie.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

C’est du moins ainsi que la plume d’un génie (de la littérature), Victor Hugo, rend hommage à un autre génie (de la musique classique), Ludwig van Beethoven, dans un texte inédit découvert en 1914 : «Ce sourd entendait l’infini, dit-il. [...] Beethoven est une magnifique preuve de l’âme [...]. Ah, vous doutez de l’âme? Et bien, écoutez Beethoven! [...]. Ces merveilles d’harmonie, ces irradiations sonores de la note et du chant sortent d’une tête dont l’oreille est morte. Il semble qu’on voie un dieu aveugle créer des soleils».

QUESTION DE PRÉJUGÉS...
Par comparaison avec le classique, plus élaboré et plus intellectuel, certains considèrent que la musique country n’a pas ce degré d’intelligibilité et d’élévation de l’esprit. N’ont-ils pas tort toutefois de se montrer aussi indifférents et parfois même hautains?

Non pas qu’il faille revendiquer de mettre absolument sur un même pied les deux registres musicaux, qui sont assez opposés par ailleurs. Seulement, un certain mépris de la country, qu’on range souvent sous le vaste vocable «commercial», «populaire» ou «traditionnel», est infondé et participe de clichés bien ancrés chez certaines élites cultivées (lire par exemple Theodor Adorno, *Introduction à la sociologie de la musique*, 1962). Et pour cause, les mêmes préjugés peuvent être également portés pour la plupart sur la musique classique : une musique occidentale, européenne, blanche, ethnocentrique, etc.

Dans le cas de la musique country, les idées préconçues sont non seulement infondées, mais également injustes. Puisant dans la musique traditionnelle européenne du 19^e siècle, la country prend naissance dans les années 1920 tout le long de la chaîne des Appalaches, principalement dans la partie sud des États-Unis comme le Kentucky, l’Alabama et surtout le Tennessee dont la capitale, Nashville avec sa grande salle de concert, la Grand Ole Opry House, deviendra rapidement le haut lieu de la musique country. D’une certaine façon, cette musique a façonné l’âme américaine au même titre que le blues, le jazz et le gospel.

La musique country est essentiellement américaine par ses origines, mais elle s’est aussi très bien développée au Canada, y compris au Québec et en Acadie, en Australie, au Royaume-Uni, voire en Belgique, en Nouvelle-Zélande, ainsi qu’en Irlande. Ce qui fait toute sa richesse, c’est qu’elle est un



↑ Crédit : Blake Guidry - Unsplash.com

véritable réservoir de sous-genres, parfois même exotiques pour certains : hillbilly, folk, cajun, western swing, honky-tonk, bluegrass...

UNE MUSIQUE PORTEUSE DE SENTIMENTS ET D’ÉMOTIONS
Je la disais à la fois héritière et mère, mais la musique country n’entretient pas moins des relations d’influence assez étroites avec le rock’n roll, le blues, le soul, le jazz et même la musique pop. Preuve en est que de magnifiques mélodies — comme celle du grand et unique Roy Orbison, *California Blues* (1989), *Not Alone Any More* (1988), ou encore *Nikita* d’Elton John (1985), ainsi que *In the hands of Angels* de Leon Russel (2010) — sont fortement imprégnées du style country.

Oui, contrairement au jugement porté par la *haute culture*, la musique country est tout le contraire d’une musique figée, refermée sur elle-même et qui évoluerait comme une sorte de rempart du conservatisme et de la pureté morale contre le changement. D’autre part, ce qui la rend encore plus importante, c’est n’est pas tant son aspect commercial — un phénomène qui hante et gangrène également de nos jours la musique classique — que le fait d’exprimer des sentiments et des émotions de la vie ordinaire.

Or, cette dimension de la musique country, trop passée sous silence, est essentiellement philosophique, je veux dire socratique. Elle est depuis toujours un dialogue franc, sincère et direct des musiciens avec le public et les amateurs. Comment imaginer que ce ne fut pas le cas avec un Don Gibson, un Johnny Cash, Roy Orbison, Neil Young, Bob Dylan ou encore Bruce Springsteen?

Je persiste à penser en effet que, du point de vue social et politique, nous aurions tort de ne pas nous y intéresser. La question n’est pas de savoir si cette musique est orientée politiquement. Elle l’est sans doute un peu, et ce, depuis ses débuts. Cela dit, n’oublions pas que les nazis écoutaient du classique à deux pas des camps de concentration.

Ce que les maîtres de la country ont très bien compris, me semble-t-il, sans doute mieux que d’autres — et que la jeune génération de chanteurs s’efforce encore aujourd’hui à promouvoir —, c’est que le simple fait de sous-estimer ce qu’un amateur de musique vit et ressent, dans sa vie quotidienne, mais sans pouvoir l’exprimer, souvent par crainte

d’être ridiculisé ou de ne pas être suffisamment conformiste ou adapté à la mode du jour, reviendrait à donner du grain à moudre à tous ceux tentés par des choix politiques extrêmes et qui dénoncent le système des élites comme garant des intérêts de classe.

Je risque en effet la thèse suivante que les vrais spécialistes jugeront : la musique country et ses nombreux courants et dérivations offrent un temps pour se retrouver comme dans une grande famille, en toute simplicité, sans distinction de classes et d’origine sociale. J’irais même jusqu’à affirmer que sa véritable richesse, c’est qu’elle s’adresse aux gens ordinaires, mais pas plus bêtes que d’autres... Toutes choses égales par ailleurs, son développement actuel engendre certes d’énormes revenus chez la relève par comparaison aux anciens chanteurs qui ont souvent peiné pour vivre de leur métier. Mais cet aspect ne doit pas faire perdre de vue que la country est d’abord une institution, du moins aux États-Unis, et qu’elle n’est en aucun cas fondée, à l’origine, sur la standardisation, la marchandisation et l’uniformisation des goûts et des pratiques.

UN ÉTÉ COUNTRY TRÈS CHAUD AU FRANCO
Le journal s’arrête pour une pause bien méritée. [...] En attendant, je vous souhaite d’agréables moments durant ces beaux jours de l’année, si possible avec de la belle musique country. Rappelez-vous ceci : la vie est courte, nous n’avons pas le temps malheureusement de tout faire. Alors, autant s’astreindre à l’essentiel et n’écouter que les meilleurs joyaux de la musique country (country folk, honky tong, country rock...) : Hank Williams, Don Gibson, Johnny Cash, Elvis Presley, Roy Orbison, Neil Young, The Traveling Wilburys et bien d’autres. Tout cela, entouré de celles et ceux qu’on aime par-dessus tout.

Mais, au fait, je ne vous ai pas dit vraiment pourquoi j’aime tant la musique country. Un peu parce qu’elle produit en moi les mêmes effets que le classique et surtout parce qu’elle me ramène à ma jeunesse. C’est qu’elle provoque en moi des sensations et des souvenirs, de beaux souvenirs, semblables à cette madeleine chez Proust : rapport entre soi et son environnement, questionnement sur le sens de la vie, les idéaux, volonté de freiner le temps, revenir en arrière, les délices d’une bonne bière, rester jeune... C’est tout cela que, depuis l’Europe, la musique country nord-américaine produit en moi. ▲